

Un enjeu de notre temps



P. J. ... pour Michael & Abby Rosenberg
P. J. ...

**JUSTICE
POUR
ETHEL
ET
JULIUS
ROSENBERG !**

Justice pour Ethel et Julius Rosenberg !

Brochure conçue par l'Association pour le Réexamen de l'Affaire Rosenberg
43, boulevard de Magenta 75010 PARIS
et réalisée avec la participation de la Ville d'Ivry-sur-Seine
Mai 2005

SOMMAIRE

1 Guerre froide et « chasse aux sorcières »	4
2 L'Affaire en bref	8
3 Etats-Unis contre Julius et Ethel Rosenberg	10
Un assassinat politique	11
Les acteurs du drame	13
Greenglass et le « secret atomique »	21
4 Repères chronologiques	24
5 Le monde entier demande justice	26
L'autre Amérique	27
L'exceptionnelle mobilisation de l'opinion française	29
Un pape, deux reines, des présidents, des peuples	33
6 La vérité en marche	34
Aux Etats-Unis un doute apparaît	35
Des Russes parlent des Rosenberg	39
Non, l'Affaire Rosenberg n'est pas close !	43
7 Lettres des Rosenberg	46

LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ

Certains, usant de leur autorité à travers les médias, abusent la conscience du public. L'influence de l'idéologie n'a jamais épargné la discipline historique.

Les dirigeants de la CIA ont récemment tenté de justifier l'exécution d'Ethel et Julius Rosenberg, en 1953, à partir de messages soviétiques décodés, dit-on, depuis 1946, dans le cadre de l'« Opération Venona » ; et il se trouve des historiens, des journalistes pour en déduire que « les Rosenberg étaient bien coupables ».

Les variations de « l'histoire de l'Histoire », selon l'expression de Jacques Le Goff, ne doivent ni nous surprendre ni nous détourner de la recherche de la vérité : « il est vrai que l'Histoire, observe-t-il, est un arrangement du passé soumis aux structures sociales, idéologiques, politiques dans lesquelles vivent et travaillent les historiens ; il est vrai que l'histoire a été et est encore, ici et là dans le monde, soumise à des manipulations conscientes de la part de régimes politiques ennemis de la vérité »⁽¹⁾

La lutte pour la vérité historique doit s'armer d'un esprit critique en constant éveil, notamment à l'occasion de l'ouverture des archives du FBI et du KGB. De nombreux historiens soulignent que les documents d'archives ne sauraient être analysés en dehors de leur contexte.

Les falsificateurs qui nient le génocide hitlérien et les chambres à gaz ne sont pas les seuls « révisionnistes » à masquer ou effacer des crimes du passé. Pensons à Vichy, à la guerre d'Algérie. La raison d'Etat ne cède pas facilement.

Face aux impostures qu'elle inspire, il est impérieux de maintenir une approche intelligible de l'Histoire, comme déjà le revendiquait Polybe au II^e siècle avant notre ère : « on doit attacher moins d'importance, lorsqu'on écrit ou qu'on lit l'Histoire, au récit des faits en eux-mêmes qu'à ce qui a précédé, accompagné et suivi les événements, car si l'on retranche de l'Histoire le pourquoi, le comment, ce en vue de quoi l'acte a été accompli et sa fin logique, ce qu'il en reste ne peut devenir objet d'étude. J'affirme que les éléments les plus nécessaires de l'Histoire, ce sont les suites, les accompagnements des faits, et surtout les causes »⁽²⁾. On ne saurait, sans un tel travail, rechercher la vérité dans l'Affaire Rosenberg.

Des foules innombrables, des personnalités célèbres de tous les horizons se sont mobilisées, dans les années cinquante, pour tenter de sauver les deux époux accusés, lors d'un procès truqué, d'avoir « remis aux mains des Russes » le prétendu « secret » de la bombe atomique. Aujourd'hui, si les circonstances sont différentes, notamment par la fin de la guerre froide, n'y a-t-il pas autant de raisons qu'alors de défendre la justice et de promouvoir la démocratie, la paix, les droits de tous les hommes ?

Le combat pour le réexamen de l'Affaire Rosenberg relève du respect de la personne humaine. Quiconque en a le souci ne peut se résoudre à l'extension effrayante de la peine de mort aux Etats-Unis, qui menace 3 500 condamnés. Parmi eux le journaliste noir Mumia Abu-Jamal, premier prisonnier politique placé dans le « couloir de la mort » depuis l'exécution d'Ethel et Julius Rosenberg.

D'autre part, la dénonciation du mensonge d'Etat, à l'origine de l'affaire Rosenberg, rejoint l'actualité la plus brûlante avec, en ce début de XXI^e siècle, les tentatives des Etats-Unis pour justifier la guerre d'Irak. Elle s'inscrit dans la défense de la paix mondiale.

La mémoire qui alimente l'Histoire, en restituant l'actualité d'hier, offre des leçons capables de servir dans le présent et l'avenir à la libération de l'humanité. Ethel et Julius Rosenberg, morts sur la chaise électrique, sont à la fois l'Histoire et la légende. Ne laissons pas ternir leur héroïque dignité. Elle est porteuse d'espérance.

(1) Jacques Le Goff, *Histoire et Mémoire*, p. 10, Folio-Histoire. Gallimard, 1998.

(2) *Histoire*, cité par J. Le Goff. Ibid. pp. 308-309.

GUERRE FROIDE ET « CHASSE AUX SORCIÈRES »

L'exécution des Rosenberg, sur la base d'accusations non fondées et d'un procès truqué, ne s'explique que par l'hystérie maccarthyste qui s'était emparée des Etats-Unis au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Comment en est-on arrivé là ?

De la guerre, les Etats-Unis sont sortis renforcés. Economiquement : la mobilisation de douze millions d'hommes et les commandes d'armement ont mis fin à une crise longue et pénible. Militairement : ils sont seuls à posséder l'arme atomique. Ils peuvent donc croire que la maîtrise du monde leur est acquise pour les vingt ans à venir, qu'ils peuvent, selon le sénateur et futur président Lyndon B. Johnson, « christianiser le monde ou le pulvériser ».

Or, très rapidement, des événements d'une grande portée vont susciter des doutes et des craintes, qu'exploitent les dirigeants, pour affoler l'opinion et justifier la militarisation forcée de l'économie sous le couvert d'une croisade « anti-Rouges ».

Une vague de grèves

Après la « trêve sociale » des années de guerre, une vague de grèves puissantes se propage dans les mines, les aciéries, les chemins de fer, le téléphone. Des garanties substantielles sont arrachées par les travailleurs : subventions gouvernementales en cas de chômage, échelle mobile des salaires, amélioration des pensions et des assurances médi-

cales. Gouvernement et patronat sont inquiets. Au point que le président Truman brandit la menace de réquisitionner les mineurs, de mobiliser les cheminots.

Pour porter un coup d'arrêt à ce mouvement qui risque d'aller « trop loin », pour continuer à favoriser le développement de la grande industrie, on a compris en haut lieu qu'il fallait trouver, sur les plans extérieur et intérieur, un nouvel ennemi.

Un mois avant les législatives de novembre 1946, J. Edgar Hoover, le directeur du FBI, déclenche une attaque retentissante contre les communistes, en affirmant qu'ils sont à « l'œuvre contre la sécurité du pays, à tous les niveaux et dans chaque organisation ». Il n'y aurait pas prêté attention, affirme-t-il, s'il ne s'était agi que des 100 000 communistes des Etats-Unis, mais « leurs satellites, leurs compagnons de route et leurs alliés prétendument progressistes » confèrent à la menace une ampleur considérable.

Les syndicats paralysés

Afin de bien démontrer son hostilité à l'égard du communisme et de démentir les accusations ridicules de « complicité » avec l'URSS, que portent contre lui ses adversaires républicains, Truman lance dès 1947 une épuration à grande échelle. Il commence par promulguer un décret présidentiel (« Executive Order n° 9835 ») instaurant des commissions chargées de vérifier le conformisme politique,

le « loyalisme » des fonctionnaires fédéraux. Dans un climat de soupçon et de nervosité, quelque cinq millions d'enquêtes seront menées à l'encontre des éléments « douteux », c'est-à-dire des partisans de la politique de Roosevelt, faite de réformes et de coopération avec l'Union soviétique. Beaucoup d'entre eux seront licenciés sur le champ. L'accusation ? Non pas la trahison ou l'espionnage, mais simplement l'appartenance à l'une ou l'autre des dizaines d'organisations désignées comme « subversives » par le ministère de la Justice.

La chasse aux « hérétiques » atteint les grands syndicats ouvriers. Le Congrès vote la loi Taft-Hartley instaurant une série de mesures antisyndicales : entre autres, l'autorisation pour le Président d'user du « droit d'injonction » s'il juge qu'une grève met en péril la santé de la nation ou la sûreté de l'Etat ; ou encore le fameux « serment d'anticommunisme ». Les dirigeants et militants syndicaux qui refusent de le signer sont privés de leur poste dans leurs organisations et souvent de leur gagne-pain dans leurs entreprises. Quelques-uns des syndicats les plus puissants, dirigés par des communistes ou des progressistes, seront purement et simplement exclus de la grande centrale CIO (Congress of Industrial Organizations).

Une « épuration » massive

Cette « chasse aux sorcières » se manifeste de façon particulièrement spectaculaire et médiatique à travers l'inquisition menée à Hollywood par la « Commission des Activités Anti-américaines » de la Chambre des Représentants (HUAC : House Unamerican Activities Committee).

La HUAC convoque et met sur la sellette des cinéastes, des vedettes et des écrivains, parmi les plus célèbres, parmi les plus talentueux, en vue d'un nettoyage idéologique profond. Certains d'entre eux, comme les « Dix d'Hollywood », qui refusent de « coopérer » sont assignés en justice pour « outrage au Congrès » et passeront finalement un certain temps derrière les barreaux.

L'épuration n'épargne pas les milieux de l'enseignement. Un certain nombre d'administrateurs et de professeurs d'université résistent et refusent de répondre aux questions des commissions d'enquête. Dans le secondaire, où un serment de loyalisme a été imposé, des enseignants chassés de la profession se voient contraints de changer de métier. Dans le même temps, les bibliothèques scolaires sont « purgées » des ouvrages jugés subversifs. Cette opération de « purification », qui se prolongera jusqu'en 1960, fera d'énormes ravages dans les universités et les écoles, particulièrement en ce qui concerne la qualité de l'enseignement.

1949 : l'URSS possède la bombe A

En 1949, deux événements d'envergure viennent exacerber l'angoisse et la tension. Un, les Soviétiques font exploser une bombe atomique expérimentale. Deux, la République populaire de Chine est proclamée. Panique dans les milieux dirigeants : qui est responsable de ces catastrophes, de ces trahisons ? Qui a fait « perdre » la Chine ? Qui a volé le « secret » de la bombe atomique pour le donner aux Soviétiques ?

L'épuration va se poursuivre plus durement que jamais : quelques-uns des meilleurs spécialistes des questions asiatiques, servant de boucs émissaires, sont chassés de l'admi-

LE PREMIER ACTE DE LA GUERRE FROIDE

A la conférence de Téhéran, qui réunissait Roosevelt, Churchill et Staline (28 novembre - 1er décembre 1943), l'URSS avait pris l'engagement d'intervenir contre le Japon trois mois jour pour jour après la fin des hostilités en Europe. Engagement confirmé lors des conférences de Yalta (4 - 11 février 1945) et de Potsdam (17 juillet - 2 août 1945).

L'Allemagne nazie ayant capitulé le 8 mai 1945, c'est donc au 8 août qu'était fixée cette intervention et qu'elle a eu lieu.

Deux jours avant, le 6 août, les Etats-Unis ont lancé la première bombe atomique sur Hiroshima, et celle de Nagasaki le 9 août. Le Japon a capitulé le 2 septembre.

Le physicien anglais Patrick Maynard Blackett, professeur à l'université de Manchester, écrit : « Le lancement de la bombe atomique américaine sur Hiroshima, le 6 août 1945, a été le premier acte de la guerre froide ».

(Les conséquences militaires et politiques de l'énergie atomique, 1949.)

LES « LOIS MCCARRAN » :

L'ARSENAL JURIDIQUE DE LA « CHASSE AUX SORCIÈRES »

La « chasse aux sorcières » a été institutionnalisée par tout un arsenal de lois visant à mettre fin à l'activité politique des communistes et de leurs sympathisants. Le nom du sénateur McCarran, du Nevada, allié zélé de Joseph McCarthy, a été attaché à deux dispositions essentielles de cette panoplie juridique, qui faisaient fi des principes fondamentaux de la démocratie américaine.

La première de ces mesures anticommunistes, en réalité antidémocratiques, était la loi de 1950 sur la « Sécurité intérieure » qui a créé une commission chargée de désigner les organisations considérées comme « communistes » ou simplement « subversives ». Les organisations ainsi « repérées » étaient contraintes de s'enregistrer auprès du ministre de la Justice, de déclarer les noms de leurs dirigeants et de leurs membres ainsi que l'origine de leurs ressources financières. Une fois l'organisation enregistrée, ses membres ne pourraient ni travailler pour le gouvernement des Etats-Unis ou pour les entreprises ayant des contrats militaires, ni obtenir un passeport. La même loi prévoyait la « détention préventive » des « personnes suspectées » dans des camps spéciaux, camps créés dans divers endroits à travers le pays, mais jamais utilisés.

En 1952, une deuxième loi, la « loi McCarran et Walter », interdisait l'entrée aux Etats-Unis des communistes et des progressistes étrangers et autorisait l'expulsion de ceux qui y avaient résidé légalement jusque-là. Cette loi a frappé à un moment où un autre des personnalités comme Charlie Chaplin, Bertold Brecht, Gerhardt Eisler, Carlos Fuentes, Régis Debray, le romancier italien Carlo Levi, l'architecte brésilien Oscar Niemeyer et beaucoup d'autres.

Avec la fin de la « guerre froide » ces lois ont perdu toute pertinence et ont été abrogées.



Une séance de la Commission des activités anti-américaines. On reconnaît Humphrey Bogart et Laureen Bacall.

LES RAVAGES DU SERMENT DE LOYALISME

Le 4 octobre 1949

« Au Président Robert G. Sproul,
Université de Californie, Berkeley 4, Californie

Cher Président Sproul,

[...] je ne peux pas me plier à ce que réclame le Conseil de l'université, signer un serment de loyauté politique.

Mon passé ne craint aucune enquête. Par deux fois, en Allemagne, j'ai été volontaire pour combattre, les armes à la main, les extrémistes de gauche ; mais je sais aussi qu'en rejoignant les rangs des Blancs j'ai contribué, fût-ce indirectement et contre mon gré, à ouvrir la voie vers le National-socialisme et son accession au pouvoir [...].

Ernst H. Kantorowicz
Professeur d'histoire » (extraits pp. 6-7)

« "Si vous n'êtes pas un communiste, qu'est-ce qui vous empêche de signer le serment ?". Cette question, combien de fois ne l'a-t-on pas posée, combien de fois ne la pose-t-on pas encore ? [...]

Pourquoi je n'ai pas signé la formule de serment, en dépit, ou plutôt en raison du fait que je ne suis pas et n'ai jamais été communiste, et en dépit, ou plutôt en raison du fait que je suis un véritable conservateur toujours reconnu comme tel, je m'en vais l'indiquer [...]

Le fond du problème m'est apparu évident dès le début de la controverse. Peut-être l'ai-je perçu parce qu'à la fois ma pratique professionnelle d'historien et ce que j'ai personnellement vécu dans l'Allemagne nazie me font réagir dès que j'entends résonner à nouveau des accents que je connais bien. Plutôt que de renier cette mienne expérience (autrement dit, en fait, ma vie), j'ai à la mettre, pour ce qu'elle vaut, à la disposition de mes collègues qui combattent pour la dignité de leur profession et de leur université. » (Ernst H. Kantorowicz, extraits p. 1)

« [...] une lettre, qu'il a bien voulu m'autoriser à publier, de mon ami Walter W. Horn, président en exercice du département des arts, en illustre le drame de conscience, et la féroce contrainte financière à laquelle, après quinze mois de pression subie et de résistance, il a dû finir par céder. Son lot est celui de centaines de collègues, gens hautement respectables et probes, qui, pour la sauvegarde de leur famille et faute de sécurité matérielle, n'ont pas pu tenir bon jusqu'au bout [...] » (Ernst H. Kantorowicz, extraits p. 2)

Le 23 août 1950

« Au Président Robert G. Sproul,
Université de Californie, Berkeley

Cher Président Sproul,

[...] je compte être rappelé à l'activité comme capitaine d'infanterie pour une durée minimale de 21 mois dès qu'aura été étudié mon bilan de santé.

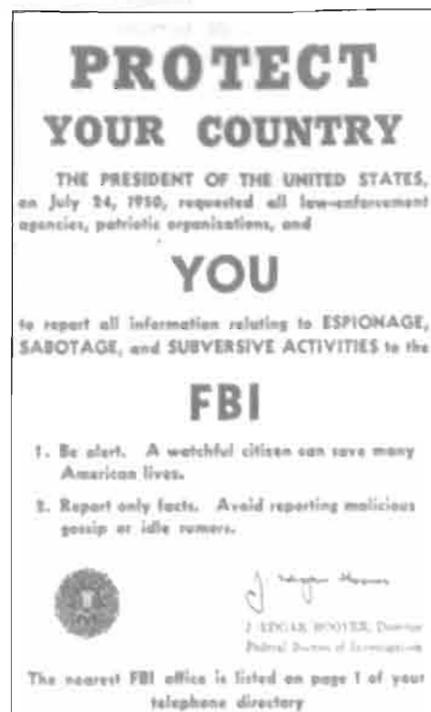
[...] ne me sentant pas le droit d'exposer mon épouse et mon fils aux conséquences de la perte de mon emploi civil au moment de ma démobilisation, c'est avec un extrême regret que je me vois obligé de céder à la pression que les membres du Conseil de l'université ont jugé bon d'exercer sur moi afin de m'arracher une déclaration sur mes convictions politiques. Je vous adresse, ci-joint, l'engagement réclamé.

Qu'il me soit permis d'indiquer que, ce faisant, j'agis contre les exigences majeures de ma conscience, et uniquement pour protéger ma famille des risques de misère matérielle. [...] C'est afin d'échapper à ce type de pression que j'ai quitté l'Allemagne en 1938 pour venir aux Etats-Unis. Et c'est parce que je voulais contribuer à faire disparaître de telles méthodes que j'ai été volontaire pendant la dernière guerre pour prendre les armes contre mon pays natal.

[...] cette fois, je vais combattre à l'étranger pour la défense et l'avancée de Libertés qui me sont déniées dans mon existence professionnelle de citoyen. [...]

Walter W. Horn
Président en exercice du département des arts » (extraits pp. 7-8)

Ernst H. Kantorowicz, *The Fundamental Issue*, Parker Printing Company, San Francisco, 1950. Extraits (pp 6-7, p. 1, p. 2, pp. 7-8) traduits par nos soins.



Un appel à la délation largement diffusé : « Signalez au FBI toutes les informations relatives à l'espionnage, au sabotage et aux activités subversives »

« DIABOLIQUE »

Dans un article intitulé « Le Crime du siècle », J. Edgar Hoover, directeur du FBI, stigmatise « le caractère diabolique » de cette nouvelle « puissance des ténèbres », le communisme, qui « annihile la force morale d'être libres et les amène à la trahison en les réduisant à l'état de marionnettes dont on tire les fils à volonté ».

PLANS DE DESTRUCTION ATOMIQUE DE L'URSS

Dès la fin de 1945, l'état-major des Etats-Unis a élaboré un premier plan dénommé « Totality ». 1948 : Ce même plan, revu et corrigé, prend le nom de « Charioteer » ; il prévoit, dans les trente premiers jours des hostilités, cent trente-trois bombes atomiques sur soixante-dix grandes villes soviétiques (dont huit sur Moscou et sept sur Leningrad). Et, pour exterminer ce qui survivrait à travers le pays, deux cents bombes atomiques, plus de 250 000 tonnes de bombes conventionnelles. 1949 : Les Russes ont la bombe A. Le plan est alors remanié et rebaptisé « Dropshot ». Aux bombardements atomiques, on a rajouté 6, 25 millions d'hommes pour occuper les territoires libérés.

[Dropshot : The US plan for war with the Soviet Union in 1957. A. Brown, New York, 1978].

nistration, parfois condamnés. Simultanément, certains des plus éminents savants atomistes (souvent des réfugiés antifascistes européens qui, de plus, désapprouvent la course aux armements) sont placés sous la surveillance du FBI, persécutés, accusés d'espionnage ou de collaboration avec « l'ennemi ».

Truman avait déjà, le 12 mars 1947, fixé les grandes lignes de sa politique étrangère visant à « endiguer le communisme » à l'échelle planétaire (Doctrine Truman). Ainsi, les Etats-Unis décident de soutenir économiquement et logistiquement des régimes d'oppression « menacés par les Rouges », « de l'extérieur », comme la Turquie, ou « de l'intérieur », comme la Grèce.

Onze dirigeants du Parti communiste sont poursuivis, accusés de « préconiser le renversement du gouvernement par la force et la violence » (juin-octobre 1948). Parmi les pièces à conviction, des écrits de Marx et de Lénine ! Les onze seront condamnés à cinq ans de prison pour leur hérésie.

McCarthy entre en lice

Au début de 1950, dans un discours célèbre, le sénateur Joseph McCarthy attise encore le climat de peur et de délation en affirmant que même le ministère des Affaires étrangères (Département d'Etat) est infiltré par les communistes. Il brandit avec aplomb une liste : « Je tiens dans ma main 205 cas d'individus qui possèdent des cartes du Parti communiste... et qui décident de l'orientation de la politique étrangère américaine ». Le 20 février, au Sénat, les 205 ne sont plus que 57. Jamais la liste ne sera publiée.

En vertu de la « loi McCarran sur la Sécurité intérieure » promulguée la même année, beaucoup d'étrangers engagés dans le mouvement syndical ou le Parti communiste sont expulsés du pays pour « attitude subversive ». Cette répression xénophobe rappelle la « grande peur des Rouges » (Red Scare) qui avait saisi les Etats-Unis au lendemain de la

Première guerre mondiale, en réaction à la Révolution soviétique.

Désormais, des dizaines de millions de citoyens des Etats-Unis vivent en permanence sous la menace de perdre leur emploi, pour peu que quelque mouchard anonyme mette en question leur loyauté. Aux mesures prises sur le plan fédéral s'ajoutent les initiatives du même ordre multipliées à tous les échelons à travers les différents Etats, supprimant toute velléité de critique, annihilant la liberté d'expression. Tandis que les médias, dans leur immense majorité, soutiennent cette mise au pas, le pays tout entier se trouve ligoté, écrasé sous une chape de plomb.

Economie de guerre

En fin de compte, les dirigeants des Etats-Unis ont su tirer le meilleur parti possible de cette période de guerre froide qui va déboucher sur le conflit coréen. Grâce à la terreur créée par l'intimidation et la répression, ils ont réussi à écraser le mouvement syndical, à mater une opinion progressiste jusque-là imprégnée d'idées généreuses, à freiner la promotion des Noirs ainsi que l'émancipation sociale de tout le peuple, et surtout, à imposer une remise en cause des alliances : alors que l'Allemagne de l'Ouest rentre en grâce, l'URSS, alliée de la veille, est devenue l'ennemi n°1.

Cette mutation programmée aura permis de faire accepter au peuple une économie de guerre permanente, grâce à laquelle les usines d'armement tournent à plein rendement pour le profit des grands industriels. En plus du Plan Marshall (qui offre l'aide monnayée des Etats-Unis aux pays d'Europe ravagés par les bombardements nazis... ou anglo-américains) un expansionnisme débridé, ponctué d'interventions brutales sur tous les continents, permettra de différer la crise économique qui menaçait.

Tragiquement, l'Affaire Rosenberg coïncidera, presque jour pour jour, avec la guerre de Corée et l'apogée du maccarthysme.

HYSTÉRIE

Une amie qui résidait à New York témoigne : « L'Américain moyen était devenu antisémite, antiprogressiste, antipacifiste. Un journal de l'époque conseillait : Si quelqu'un vient chez-vous et vous parle de paix, appelez la police ». « A l'époque de la guerre de Corée, les gens vivaient dans la peur d'un bombardement soviétique, qu'on attendait sur Washington Bridge, vers l'extrémité nord de Manhattan. Au point qu'un somptueux appartement, situé non loin de ce pont, était mis en location pour une bouchée de pain ». « Des exercices de défense passive avaient lieu régulièrement dans les écoles, où des appels de sirène faisaient plonger sous les tables des enfants qui s'étaient couvert la tête d'une feuille de papier blanc, pour se protéger des radiations ».

QUAND LA GUERRE FROIDE DEVIENT CHAUDE

Le climat d'hystérie « anti-Rouges » a été sérieusement aggravé par l'intervention des Etats-Unis dans la guerre de Corée, qui devenait ainsi un enjeu important dans l'affrontement global entre les deux superpuissances. Libérée du joug japonais à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, après trente-cinq ans d'occupation, la Corée s'est trouvée divisée en deux : un gouvernement prosoviétique au Nord, face à un régime sous domination états-unienne au Sud. Les tensions et frictions, souvent violentes, entre les deux Corées se multipliaient à la frontière, et le vieux dictateur du Sud, Syngman Rhee, avait à plusieurs reprises menacé de monter une attaque en vue de « libérer » le Nord. Lorsque, le 25 juin 1950, éclata la guerre entre les deux Corées, les Etats-Unis sont intervenus sous couverture de l'ONU pour sauver le régime de Rhee. Les troupes majoritairement états-uniennes, mais renforcées par des contingents d'autres membres des Nations Unies, ont dévasté le Nord comme le Sud du pays pendant trois ans et tué au moins deux millions de personnes, provoquant finalement l'envoi par la Chine de milliers de soldats au secours de la Corée du Nord. Après deux ans de négociations ardues entre les parties en présence, la paix finalement conclue en juillet 1953 par le général Eisenhower, qui en avait fait le thème de sa campagne présidentielle, rétablissait pour l'essentiel la frontière d'avant les hostilités. Le conflit coréen a coïncidé avec les pires moments du maccarthysme ainsi qu'avec le procès Rosenberg. Il est d'ailleurs significatif que le juge Kaufman ait évoqué les 50 000 morts de la guerre de Corée pour justifier sa condamnation à mort de Julius et d'Ethel Rosenberg.

L'AFFAIRE EN BREF

Peu après l'écrasement de l'Allemagne nazie et du Japon (en 1945), la « guerre froide » divise les vainqueurs. Le renversement des alliances qui s'opère fait de l'URSS l'ennemi de l'« Occident », l'Allemagne étant partagée entre les deux camps.

Aux Etats-Unis, une virulente campagne, attisée par le sénateur McCarthy, se déchaîne contre tout ce qui peut apparaître comme une menace des « Rouges », tant à l'intérieur qu'au plan international. Les gouvernants font cependant accroire, contre l'avis des experts, que le monopole de la bombe atomique garantit pour vingt ans la supériorité militaire des Etats-Unis.

Et voilà qu'en septembre 1949, le président Truman annonce que l'URSS vient d'expérimenter à son tour cette arme terrible. A l'opinion paniquée, une explication simple est donnée: le « secret » permettant une telle réalisation ne peut qu'avoir été volé par les Soviétiques, incapables de le découvrir eux-mêmes.

Pour Edgar Hoover, le responsable du FBI, dont l'« infaillibilité » est gravement mise en cause, il faut d'urgence trouver les coupables.

Au début de 1950, le physicien Klaus Fuchs, réfugié de l'Allemagne nazie et naturalisé anglais, qui avait participé au Projet Manhattan (la réalisation de la première bombe atomique des Etats-Unis) commencé en 1943 à Los Alamos, avoue avoir communiqué à l'URSS des renseignements secrets sur les travaux qui s'y déroulaient. Il voulait non seulement servir son idéal politique, mais surtout donner le plus de chances possibles au camp anti-hitlérien pendant la Deuxième Guerre mondiale, et ensuite, par souci de la paix, empêcher que l'arme nucléaire demeure en possession d'un seul pays. Il est condamné, à Londres, à quatorze ans de prison.

A Washington, les autorités sont prises de court. Plus que dans les milieux scientifiques, l'enquête du FBI s'active en direction des communistes et des progressistes mis en fiches systématiquement depuis plusieurs années. Il importait de démontrer, selon les thèses maccarthystes, que tout communiste est un espion potentiel, et inversement.

Arrêté en mai 1950, Harry Gold, un mythomane notoirement manipulé, entre dans le schéma conçu en haut lieu. Des interrogatoires fort directifs le conduisent à déclarer, non sans invraisemblances, qu'il a servi de « courrier » entre les Soviétiques et Fuchs, ce que peut-être celui-ci n'a jamais reconnu quoi qu'en aient dit les deux envoyés du FBI qui l'ont interrogé à Londres.

Par ailleurs, les investigations se portent sur David Greenglass, un ancien sergent, affecté pendant la guerre, comme technicien, dans un atelier de Los Alamos. Il est particulièrement vulnérable, car il se livrait alors à de petits trafics avec du matériel de l'armée. Il aurait, de plus, emporté en « souvenir » un échantillon d'uranium.

LA GRANDEUR DES ROSENBERG

L'exemple courage des époux Rosenberg, qui fit l'admiration du monde, s'exprime on ne peut mieux dans cette lettre, une des dernières qu'ils aient envoyées à leurs défenseurs:

« Hier l'attorney général [procureur] nous a proposé un marché. On nous a dit que si nous coopérons avec le gouvernement, nos vies seraient épargnées.

« En nous demandant de répudier la vérité, c'est-à-dire de renoncer à affirmer notre innocence, le gouvernement admet qu'il a lui-même des doutes en ce qui concerne notre culpabilité [...]

« Mais nous nous refusons à effacer ainsi le caractère ignominieux d'un verdict barbare obtenu par des moyens frauduleux.

« Aujourd'hui et pour toujours, nous affirmons solennellement que ni la force ni même la peine de mort ne nous amèneront à commettre de faux témoignages, à aliéner nos droits d'Américains libres au profit de la tyrannie.

« Nous sommes innocents, comme nous l'avons proclamé et soutenu depuis l'époque de notre arrestation. Méconnaître cette vérité serait payer trop cher même le don inestimable de la vie, puisque, si nous achetions ainsi notre vie, nous ne pourrions plus vivre avec notre dignité et le respect de nous-mêmes.

« Notre respect de la vérité, notre conscience et notre dignité humaine ne sont pas à vendre [...] Si nous sommes exécutés, ce sera le meurtre d'innocents, et sa honte retombera sur le gouvernement des Etats-Unis. Que nous soyons ou non vivants, l'avenir saura que nous avons été les victimes de la plus monstrueuse provocation de l'histoire de notre pays ».

Lors de l'exécution, à la prison de Sing Sing, une ligne téléphonique directe reliait le lieu du supplice à la Maison Blanche ; le président Eisenhower se tenait prêt à signer la grâce si Ethel et Julius avaient « avoué », c'est-à-dire dénoncé une centaine de prétendus « complices ». Jusqu'au bout, ils ont affirmé leur innocence ; c'est pour cela qu'ils moururent.

Facilement effrayé dans le climat de guerre froide, « cuisiné » toute une nuit, ce petit voleur se mue en « espion » ; il se défend en désignant le mari de sa sœur Ethel, Julius Rosenberg (auquel l'oppose un conflit d'affaires), comme son inspirateur et son « chef de réseau ».

Ces accusations sont si peu crédibles que Julius, convoqué le lendemain au siège du FBI, est libéré après plusieurs heures d'interrogatoire. Mais le processus est enclenché : il faudra un mois aux agents d'Edgar Hoover pour construire ce qui, à partir de l'affaire Fuchs, deviendra l'Affaire Rosenberg.

Un lien est établi entre Harry Gold et David Greenglass, qui ne se connaissaient pas : ils disent s'être rencontrés à Albuquerque, près de Los Alamos, par l'entremise de Julius Rosenberg et d'un Soviétique.

Greenglass, sans aucune formation scientifique, et en dépit de toutes les protections qui y régnaient, prétend avoir remis à Gold, puis à Rosenberg, des informations sur le fonctionnement du Centre où il exerçait une activité subalterne ; et avoir fourni, en quelques pages rédigées sur un coin de table, « une assez bonne description » de la bombe atomique, accompagnée de croquis. En échange de sa coopération, il reçoit de la police la promesse que sa femme, Ruth, impliquée dans son récit, ne sera pas poursuivie, et que lui-même bénéficiera de la clémence du tribunal. Ce qui fut fait.

Dans le montage qui s'élabore ainsi, Julius Rosenberg se trouve peu à peu affublé des attributs « classiques » d'un

espion chevronné. Il est arrêté le 17 juillet 1950, trois semaines après qu'a débuté la guerre de Corée, et son épouse, Ethel, le 11 août, comme complice.

Les Rosenberg sont condamnés d'avance par les dirigeants de l'Etat et par les médias. Leur procès se déroulera du 6 mars au 5 avril 1951. Le juge Kaufman justifiera la sentence de mort qu'il prononce en les rendant responsables des « pertes dépassant 50 000 morts » depuis le début de la guerre de Corée.



LA NUIT DU 19 JUIN

Dans la nuit du 19 au 20 juin 1953, la nouvelle s'imprima soudain sur les téléscripteurs des agences de presse: « Les Rosenberg ont été électrocutés ». Elle se répandit comme une traînée de poudre. Et les millions d'hommes et de femmes qui veillaient cette nuit-là à travers le monde, refusant de croire à l'irréparable, espérant contre toute évidence un sursaut de justice, luttant jusqu'au dernier moment pour que se fasse entendre la protestation publique, s'immobilisèrent le cœur étreint d'horreur et de révolte.

Alors commencèrent à parvenir des « détails ».

Le temps mis pour « venir à bout » de Julius : trois minutes de décharges électriques ; pour Ethel : près de cinq minutes. Et ceci : deux petits garçons, Michael et Robby, dix et six ans, apprenant, devant un poste de télévision, par une émission spéciale, qu'ils étaient devenus orphelins. Pour ceux qui s'interrogeaient encore, l'exécution précipitée, le chantage exercé jusqu'au dernier instant (« si vous persistez à vous dire innocents, ce sera la mort ; si vous vous déclarez coupables, vous serez graciés »), les débordements de haine, le rejet brutal des appels à la clémence, jetaient sur l'affaire tout entière une lumière inquiétante.

Au même moment, à Washington, l'avocat des deux martyrs, Me Emmanuel Bloch, bouleversé, épuisé, s'écriait : « C'est le fascisme qui a tué les Rosenberg ».

Il ajoutait : « L'affaire Rosenberg ne fait que commencer ».



Paris, place de la Nation, 17 juin 1953.



« By seven o'clock », New York, 19 juin 1953.

Etats-Unis d'Amérique contre Julius et Ethel Rosenberg



Ethel et Julius Rosenberg viennent d'apprendre leur condamnation à mort (Tribunal fédéral de New York, 1951).

UN ASSASSINAT POLITIQUE

C'est dans un climat de suspicion, de haine exacerbée, savamment provoqué, diaboliquement entretenu, que, du 6 mars au 5 avril 1951, se déroule le procès.

Dès avant son ouverture, les jeux sont faits, les Rosenberg sont condamnés.

Condamnés d'avance...

Le 8 février, un mois avant le début du procès, vingt hauts personnages, dont cinq sénateurs, six députés, trois membres de la Commission de l'énergie atomique et deux représentants du ministère de la Justice, se réunissent secrètement pour examiner la tactique à suivre. Myles Lane, substitut du procureur général, fait valoir que le seul moyen de faire céder Julius Rosenberg (qui n'a désigné aucun des « complices » qu'on lui suggère) est de le menacer de la chaise électrique et de condamner son épouse, dont le dossier est vide, à vingt-cinq ou trente ans de prison. Proposition adoptée ⁽¹⁾.

Depuis trois mois, la presse a été chauffée à blanc par Edgar J. Hoover, directeur du FBI, et par le procureur Irving Saypol.

On cherchait les traîtres à leur pays, les espions à la solde des Russes, ceux qui avaient volé le secret de la bombe atomique ? On les tient. On va les juger. Et les titres flambent. On stigmatise les voleurs de la Bombe, les « liquidateurs du secret atomique », ceux qui ont arraché aux Etats-Unis le monopole de la bombe A...

A partir du 6 mars, deux procès vont se dérouler parallèlement : l'un dans la salle du tribunal, l'autre dans les

médias. La question posée aux jurés est celle-ci : les Rosenberg sont-ils ou non coupables d'avoir comploté en vue de transmettre des informations secrètes à une puissance étrangère ? Mais pour les médias, comme pour le procureur Saypol, comme pour le juge Kaufman, et par conséquent pour l'opinion publique, il va de soi que les Rosenberg ont transmis aux Russes le secret de la bombe A.

Et quand, trois semaines plus tard, le jury répond « coupables », la presse et l'opinion entendront : « coupables d'avoir livré aux Russes la bombe qui pourrait anéantir l'Amérique ». L'hystérie est à son comble.

Une parodie de justice

On a écarté la loi de 1946 sur l'énergie atomique (qui aurait entraîné des peines plus légères) pour retenir une loi de 1917 sur l'espionnage en temps de guerre. Alors que si, en 1951, l'URSS est considérée comme une ennemie potentielle, elle était en 1944-1945, au moment des faits reprochés, une puissance alliée, et qu'en 1951, on est en temps de paix.

Peu après l'arrestation des Rosenberg, en septembre 1950, est promulguée la « loi McCarran sur la Sécurité intérieure », qui fait de chaque communiste des Etats-Unis un agent de l'Union soviétique.

Cette loi est assortie d'une liste comprenant une centaine d'organisations décrétées « subversives » par le ministère de la Justice. Parmi elles, le Comité d'aide aux enfants de l'Espagne républicaine, les Jeunesses socialistes, les Amis de la Nature, des associations de solidarité

ANTICIPATION

En 1949, *The Cross and the Flag* publiait sous la signature de Gerald K. Smith, chef de file des organisations racistes états-uniennes, une série d'articles intitulée *Les juifs possèdent la bombe atomique*. « L'âpre volonté des hommes de gauche et des juifs en général, d'arracher le contrôle de la bombe atomique des mains des militaires, ne peut être ignorée. Il ne serait pas étonnant que non seulement les secrets de la bombe atomique, mais les produits nécessaires à sa fabrication, aient été volés par eux ».

UN CURIEUX « ESPION »

Julius Rosenberg aurait été au centre d'une « roue », d'une « pieuvre », d'un réseau d'espions, il aurait financé les études scientifiques de nombreux jeunes gens avant de les enrôler, aurait fréquenté avec ses informateurs les boîtes de nuit et les restaurants les plus luxueux. Or, il ne s'est pas trouvé un seul garçon de restaurant, pas un maître d'hôtel, pas un seul comparse pour venir l'identifier au procès.

constituées par des juifs ou des minorités ethniques... En vertu de quoi, sont éliminés du jury les communistes, les juifs, les progressistes, les gens de gauche, ceux qui sont opposés à la peine de mort.

Le juge Kaufman conduit le procès de bout en bout comme si la preuve de la culpabilité des Rosenberg avait été apportée. Et, dès sa déclaration d'ouverture, il envisage comme châtiment la prison ou la chaise électrique. Sur une intervention de la défense, il est obligé de reconnaître, devant les jurés, que les accusés doivent bénéficier de la présomption d'innocence et qu'on ne peut pas ainsi préjuger de la sentence.

Aux jurés, le juge explique qu'il n'est pas nécessaire d'être passé à l'acte pour être reconnu coupable de complot (il suffit qu'un accord soit intervenu avec l'intention criminelle de poursuivre un objectif illégal, et qu'un commencement d'exécution ait eu lieu). Que, de surcroît, à partir du moment où on est communiste, on n'a plus comme souci majeur les intérêts de sa patrie.

Ce sur quoi revient constamment le procureur, qui rappelle, d'un ton emphatique et véhément, que, comme communistes, les Rosenberg ne peuvent pas être de loyaux citoyens, qu'ils ne peuvent agir que dans l'intérêt du Parti communiste des Etats-Unis, de l'Internationale communiste (dissoute depuis huit ans!) et, bien entendu, de l'Union soviétique.



Au service anthropométrique de la prison

(1) Auditions de la sous-commission chargée de la Justice criminelle à la Chambre des représentants (commission judiciaire) sur le thème « La peine de mort et l'affaire Rosenberg », décembre 1982.

DES TEMOINS ET DES JURÉS TRIÉS SUR LE VOLET

« C'est étrange [...] personne ne s'est jamais demandé pourquoi aucun spécialiste de la fission nucléaire de l'époque n'avait été appelé à la barre des témoins [...] Je connaissais Emmanuel Bloch, l'avocat de la défense [...] Il me fit remarquer que dans cette ville qui comptait la plus grosse population juive au monde, il n'y avait pas de juifs parmi les jurés. C'était un cas d'antisémitisme latent et subtil, avec dans le rôle du juge un juif poltron aux ordres de Harry Truman. »

Howard Fast

LES ACTEURS DU DRAME

La cible idéale : Ethel et Julius Rosenberg

Julius, 33 ans. Ingénieur électricien. A fait un passage au Service des transmissions de l'armée. Il en a été licencié parce que communiste. Monte un petit atelier d'outillage en association avec les frères de sa femme: Bernard et David Greenglass. Les affaires vont mal. Les disputes sont continues. Finalement, David réclame les 2000 \$ qu'il a investis dans l'opération. Julius est dans l'impossibilité de les lui rendre, ce qui exaspère Greenglass. Interrogé une première fois par le FBI (après l'arrestation de son beau-frère David), il est relâché, le 16 juin 1950. Il est mis en état d'arrestation le 17 juillet, sous l'inculpation d'espionnage.

Ethel, 36 ans, née Greenglass. Secrétaire-dactylo. Elle a fait du travail social et a milité activement au syndicat avant son mariage. A collecté en 1936 pour les enfants des Républicains espagnols. En 1943, elle cesse de travailler pour s'occuper de son premier enfant (Michael et Robert ont huit et quatre ans au moment du procès). Elle a hébergé et materné son frère cadet, David, jusqu'au moment où il a épousé Ruth. Arrêtée le 11 août 1950 par le FBI, uniquement pour faire pression sur Julius, elle refuse de faire des confidences sur les opinions politiques de son mari.

Julius et Ethel ont grandi dans des familles d'immigrés juifs d'Europe orientale. Dans leur entourage, ils sont considérés comme des gens simples, honnêtes, sincères, partisans de la paix, bouleversés par les injustices dont souffre en particulier la population noire. Ils ont adhéré aux Jeunesses communistes puis sont devenus membres, en 1939, du Parti communiste.

Syndicalistes actifs, ils ont soutenu la candidature de Peter Caccione, communiste réélu cinq fois à la municipalité de New York. Même si, après la naissance des enfants, ils militent moins, ils n'ont jamais caché leurs sympathies pour l'Union soviétique qui a participé, au prix d'énormes sacrifices, à l'écrasement du nazisme.

Ils constituent la cible parfaite pour un gouvernement qui veut faire basculer cette partie de l'opinion imprégnée d'idées progressistes et généreuses (surtout depuis le New Deal et la guerre aux côtés de l'URSS) dans l'hystérie maccarthyste.

Dans le dossier de Julius: l'accusation (portée par David et Ruth Greenglass) d'avoir transmis des documents atomiques ultrasecrets à une puissance étrangère, l'Union soviétique, grâce à un réseau d'espionnage dont il tiendrait les fils. Malgré les pressions, il se proclame innocent et refuse de « donner » ses « complices » comme le lui suggère le FBI, ce qui permettrait un beau coup de filet dans les milieux communistes et scientifiques.

Dans le dossier d'Ethel: rien. Le FBI va se charger de l'étoffer avec la collaboration de David et Ruth, son propre frère et sa belle-sœur...



Morton Sobell

Morton Sobell a fait ses études avec Julius. Ingénieur électricien. Ancien membre des Jeunesses communistes. Rien dans son dossier, sinon deux rencontres avec Julius Rosenberg, en deux ans et demi. Pas encore mentionné le 20 juillet 1950, il est kidnappé le 16 août, par dix hommes armés, au Mexique où il s'était rendu avec sa famille.

Il est mis en état d'arrestation pour « gonfler » le complot. Trente ans de prison! Edgar J. Hoover suggérait sa condamnation à mort.

Les inquisiteurs

Joseph McCarthy. Avocat, sénateur républicain du Wisconsin. Son discours retentissant sur le noyautage par les communistes du Département d'Etat (Affaires étrangères) lui assure la gloire et sa réélection. Animateur d'une commission d'enquête aux procédures inquisitoriales dont il étend sans cesse le champ, il sera « censuré » par le Sénat en décembre 1954. Il disparaît de la scène politique et sombre dans l'alcoolisme.

J. Edgar Hoover. Pendant la guerre de 1914-1918, fonctionnaire au ministère de la Justice, prend la tête, à vingt-quatre ans, d'une section de renseignements généraux concernant les insoumis, les anarchistes et les étrangers. Organise de véritables rafles au cours desquelles sont arrêtés des milliers de « Rouges ». Nommé directeur du FBI (enquêtes sur la violation des lois fédérales, puis lutte contre le sabotage, l'espionnage et la subversion), il continue à s'attaquer plus aux politiques qu'aux criminels ou aux racistes. Il sait, en lui confiant le procès Rosenberg, qu'il peut compter sur le « dévouement absolu » du juge Kaufman.

Irving Saypol. Procureur fédéral, c'est lui qui a orchestré la campagne de presse contre les Rosenberg. Il s'est ménagé deux entrevues avec un journaliste nommé Pilat pour obtenir des articles favorables à Greenglass et hostiles aux Rosenberg. Pour plus de sécurité, Pilat s'est engagé à lui soumettre ses écrits avant leur parution.

Irving Kaufman. A multiplié les démarches pour être choisi comme juge dans le procès Rosenberg. Pour mériter son avancement, il s'est engagé auprès de Saypol et de Roy Cohn... à prononcer la peine de mort. Meurt en mars 1992.

Roy Cohn. Procureur adjoint. Disciple fanatique et collaborateur du sénateur McCarthy. En 1953, au cours d'une tournée des Centres culturels états-unis à travers l'Europe, il va purger les bibliothèques d'ouvrages décrétés « subversifs ». Avec l'aide du journaliste Sidney Zion, il écrira, au moment où, malade du sida, il est près de mourir, son autobiographie. C'est dans cet ouvrage, publié en 1998, qu'il révélera comment il a illégalement coopéré avec le juge Kaufman et a fait pression au dernier moment pour qu'Ethel Rosenberg soit également condamnée à mort. « Il faut la condamner, c'est elle qui porte la culotte ». Rayé du barreau pour malversations peu avant sa mort. Outre son rôle dans l'Affaire Rosenberg, qui doit lui assurer, pense-t-il, son passage à la postérité, il a participé à de nombreux autres procès politiques. Parmi ses victimes, des universitaires éminents, de hauts fonctionnaires, des employés des Nations Unies, des syndicalistes, des personnalités du spectacle.



1



2



3



4

LA GRÂCE CONTRE DES « AVEUX »

A quelques jours de l'exécution, le directeur de l'Administration pénitentiaire est venu voir, dans leur cellule, Julius puis Ethel, pour leur proposer la grâce contre des « aveux », c'est-à-dire une liste portant les noms de leurs prétendus « complices ». Ils rendent compte à Manny (Emmanuel Bloch), leur avocat, de cette visite.

Julius : « Que voulez-vous, lui ai-je demandé ? [...] Vous ne serez pas satisfait tant que je ne dirai pas ce que vous voulez me faire dire. M. Bennett, vous savez bien vous-même, comme directeur de l'Administration pénitentiaire, que Greenglass et Gold ont passé neuf mois dans les « Tombes » [nom familial de la prison de New York] à discuter de l'affaire, à compulser les notes d'un grand livre à feuilles mobiles, à relire les dépositions, à parler aux agents du FBI, au ministère public, à leur avoué. Vous le savez parce que les rapports des « Tombes » le révèlent, mais vos services ont refusé de nous laisser citer ces rapports pour en apporter la preuve. Vous savez qu'on a aidé Greenglass verbalement et par écrit à faire sa déposition sur l'esquisse de la bombe A. Vous savez que l'accusation a laissé les Greenglass faire un faux témoignage et qu'elle a poussé Schneider à en faire autant ».

Ethel : « M. Bennett me poussait doucement à collaborer. Vous devez certainement savoir quelque chose, me dit-il d'une voix suave. Je l'ai repris vertement : mais voyons, comment le pourrais-je puisque je n'y ai pas du tout participé ? Pour collaborer comme vous le désirez, j'aurais dû forger un tas de mensonges et faire un faux témoignage contre des innocents. Est-ce donc ce que les autorités veulent de moi, que je mente ? »

MISE EN CONDITION

Le procureur Saypol interroge Julius : « — Avez-vous jamais versé de l'argent au Comité d'aide aux enfants des réfugiés espagnols antifascistes ? — Oui » Alors Saypol se tournant vers les jurés : « Ce comité, Messieurs, a été catalogué comme subversif par le procureur général des Etats-Unis ». Donc... Le procureur Saypol à Julius : « — Votre femme a-t-elle, sur votre demande, tapé un document de douze pages que vous avez reçu ? — Elle n'a rien tapé de ce genre. — Votre femme est-elle dactylo ? — Oui. — Avez-vous une machine à écrire chez-vous ? — Oui. — C'est bon, poursuivons »

(Extrait des minutes du procès de 1951)

Des témoins manipulés

Cent dix-huit témoins ont été annoncés par l'accusation, parmi lesquels les professeurs Oppenheimer, Urey, Kistiakowsky et le général Leslie Groves, c'est-à-dire les savants et le haut gradé qui ont dirigé le Projet Manhattan (réalisation de la première bombe A).

Or, aucune de ces personnalités ne comparait au procès. Avaient-elles même jamais été sollicitées ?

Des témoins à charge qui se présentent à la barre, cinq connaissent les Rosenberg. Seuls David et Ruth Greenglass les accusent formellement.

Elizabeth Bentley. Dénonciatrice professionnelle. Spécialisée dans les dépositions anticommunistes, elle a « témoigné » dans un nombre impressionnant d'auditions (80), devant la Commission des activités anti-américaines et dans des procès. « Espionne et communiste », elle est allée se confier au FBI en 1945. Rétribuée par le FBI, et elle s'en vante, elle fait de florissantes affaires au moyen de livres, brochures, interviews dans lesquels elle raconte les deux années qu'elle aurait passées au Parti communiste des Etats-Unis, au sein duquel elle s'était introduite sur l'ordre et au service de la police. Au procès Rosenberg, Miss Bentley, une fois de plus, est venue déclarer que tous les communistes sont des espions, que l'appartenance au Parti communiste implique automatiquement « le service de l'URSS, au moyen de la propagande, de l'espionnage et du sabotage » ; la « preuve » en est qu'elle-même, à un certain moment, a transmis « les ordres de Moscou au secrétaire général du Parti communiste des Etats-Unis ».

De quoi impressionner les jurés, à qui, depuis le début du procès, le procureur et le juge ne cessent de présenter les Rosenberg comme des « espions, puisque communistes »

Révélation de Miss Bentley ? Aucune, sinon qu'elle a reçu, entre 1942 et 1943, un coup de téléphone de « quelqu'un » qui s'est annoncé comme étant « Julius ». En clair, bien sûr ! C'est tout.

Harry Gold. La cinquantaine. Ingénieur-chimiste. Pour arrondir ses fins de mois, il a longtemps vendu à un organisme soviétique légalement installé aux Etats-Unis des informations et des procédés qui n'ont rien de secret. Arrêté le 22 mai 1950, il dit avoir été le courrier du savant atomiste Klaus Fuchs et de David Greenglass. Véritable funambule, il adore se griser de mensonges jusqu'au vertige. Il nage dans la joie de figurer dans ce « puzzle géant » qu'est l'Affaire Rosenberg.

C'est un spécialiste des déclarations évolutives, aménagées à la demande du FBI en particulier, qui l'a enfermé toute une journée dans la même cellule que David Greenglass. C'est ainsi qu'après avoir déclaré qu'il s'est présenté à Greenglass « de la part de Ben de Brooklyn », il se « souviendra » que c'était « de la part de Julius ». Il raconte surtout un voyage à Albuquerque, début juin 1945, pour obtenir de David Greenglass des documents secrets qu'il a remis à son supérieur soviétique Anatoli Yakovlev. Il n'a jamais eu affaire aux Rosenberg, mais sa déposition va constituer une pièce du montage.

Déjà condamné à trente ans de prison pour espionnage, il obtiendra une réduction de sa peine pour sa coopération avec le FBI.

Anatoli Yakovlev (Yatskov). Haut fonctionnaire du consulat soviétique de New York, il a dirigé l'espionnage

1. Le sénateur McCarthy

2. J. Edgar Hoover, directeur du FBI

3. Le juge Irving R. Kaufman

4. Le procureur Irving Saypol et ses assistants Myles Lane et Roy Cohn

soviétique aux Etats-Unis. Cité au procès comme « coaccusé en fuite » alors qu'il a quitté normalement les Etats-Unis en 1946. Interrogé plus tard, en 1992, il déclarera : « Je ne connais pas les Rosenberg ».

James Weinstein. Camarade d'études de Julius et de Morton Sobell, menacé en tant qu'ancien communiste, terrorisé par le FBI, il affirme que Julius faisait de fréquents voyages pour rencontrer ses « contacts »

Max Elitcher. Autre condisciple de Julius. Pour se disculper d'avoir nié son appartenance au Parti communiste en 1947, il déclare que les Rosenberg l'ont harcelé pour obtenir de lui des renseignements militaires.

George Bernhardt. Médecin des Rosenberg, affirme avoir renseigné Julius sur les vaccins nécessaires pour un ami qui se rendrait au Mexique, mais dément avoir fait de faux certificats de vaccination (Ruth avait assuré que Julius leur avait conseillé la fuite au Mexique et leur avait promis des certificats de vaccination).

Ben Schneider. Photographe, petit fournisseur de l'administration, entre en scène à la dernière minute. Il aurait fait pour les Rosenberg des photos d'identité (que les enquêteurs n'ont jamais retrouvées pas plus que les passeports qui auraient dû leur permettre de s'enfuir). Afin qu'il puisse bien reconnaître les accusés, on l'introduit secrètement dans la salle d'audience la veille de sa comparution. Il reviendra sur son témoignage en 1952.

David Greenglass. 29 ans. Frère cadet d'Ethel Rosenberg, qui l'a pratiquement élevé. Mécanicien ; il a suivi quelques cours dans un institut de technologie, mais n'a réussi aucun de ses examens supérieurs. Associé, pour un temps, à Julius Rosenberg dans un petit atelier d'outillage, il est furieux d'être considéré par son beau-frère comme un bon à rien et un irresponsable. Enragé de ne pas pouvoir récupérer sa mise, il menace : « Si tu ne me rends pas mon argent, tu le regretteras ».

Séjour à l'armée: il est versé comme sergent-mécanicien à Los Alamos (Nouveau-Mexique) où se déroule le programme de réalisation de la bombe atomique. Il y travaille dans un atelier d'usinage. Il a, semble-t-il, volé pour le revendre du petit matériel de l'armée et « pris en souvenir » un échantillon d'uranium.

Arrêté par le FBI le 15 juin 1950, il subit pendant toute une nuit interrogatoires, pressions et menaces. Terrorisé à l'idée d'un châtement sévère, il avoue tout ce qu'on veut. Il « reconnaît » avoir participé, entre 1944 et 1946, « sous la direction de son beau-frère Julius Rosenberg » à un réseau d'espionnage atomique au profit de l'Union soviétique; sur les conseils de Me O. J. Rogge, son avocat, pilier de l'accusation, il détaille longuement comment il a procuré à son beau-frère Julius, qui le lui faisait demander par l'intermédiaire de Ruth et d'Ethel, des croquis de lentilles à implosion, une coupe de la bombe A et, sur douze pages de cahier d'écolier, des explications sur sa fabrication et son fonctionnement, ainsi que des listes de chercheurs prêts à travailler pour l'Union soviétique. Il lui a fallu trois heures de temps à peine pour mettre au point tout cela. De mémoire, bien entendu.

D'abord cité comme « complice » le 17 août, il devient, le 10 octobre, coaccusé et comparaitra au procès comme « témoin à charge »

LES PRÉTENDUS PASSEPORTS ET PHOTOS D'IDENTITÉ

Pour éviter d'être arrêtés, les époux Greenglass « sur les instructions de Julius » auraient fait faire des photos d'identité et demandé un faux certificat de vaccination pour s'enfuir au Mexique... Or ils ne sont pas partis. Les photos qu'ils présentent comme pièces à conviction ne sont pas des photos d'identité. Quant aux Rosenberg, bien qu'un mois entier se soit écoulé entre la première convocation de Julius par le FBI et son arrestation, ils n'ont jamais cherché à fuir. Ils ne se font pas vacciner. On ne trouve chez eux ni passeports ni photos d'identité. Mais les agents du FBI ne renoncent pas. Ils connaissent un photographe dont la boutique est proche du tribunal. Ce Ben Schneider viendra en dernière minute, déclarer avoir fait des photos des inculpés et de leurs enfants.

UN ÉCHANTILLON D'URANIUM

Déclaration de Bernard Greenglass, frère de David, dans le bureau de Me Emmanuel Bloch, le 31 mai 1953 : « Une fois, en 1946, mon frère David m'a dit qu'il avait pris un échantillon d'uranium à Los Alamos, sans la permission des autorités. Il m'a dit cela chez lui, au 265 Rivington Street, à New York [...] Plus tard, et je ne me souviens plus si c'était une année après ou plus, ou un certain temps avant son arrestation en juin 1950, David m'a dit qu'il avait jeté cet uranium dans l'East River [...] »

MAÎTRE O. JOHN ROGGE

Ancien procureur, il est l'avocat des Greenglass. Sur ses conseils, David et Ruth concluent un marché avec le FBI : accepter de coopérer, en échange d'une indulgence à déterminer. C'est lui qui va coordonner leurs dépositions, en faire un tout « cohérent » Jusqu'à l'excès. C'est encore lui qui organise quatre conférences auxquelles participent, avec Ruth Greenglass, le procureur Saypol et les agents du FBI chargés de l'affaire. A l'issue de ces réunions, Saypol aura « compris » qu'il vaut mieux que Greenglass soit jugé à New York et non au Nouveau-Mexique.

Ruth Greenglass. 26 ans. Epouse de David sur qui elle exerce une emprise réelle. Elle souffre de la vie médiocre, étriquée, qu'elle mène. Elle en veut terriblement à Julius et Ethel qui osent critiquer le travail de David. Elle est « folle de rage » de ne pas pouvoir récupérer l'argent mis dans l'affaire commune.

Interrogée par le FBI le 16 juin 1950, menacée, elle est prête à tout pour sauver sa vie et celle de son mari, et se venger des Rosenberg.

Bien conseillée par maître O. J. Rogge, elle va avouer sa participation à un réseau d'espionnage atomique « dirigé par Julius Rosenberg » et profitera de la situation, un mois plus tard, pour essayer, par la même occasion, de récupérer l'argent qu'il leur doit.

Au procès, elle « appuie » les déclarations de son mari. En réalité c'est elle qui a chargé le dossier d'Ethel en inventant chaque fois de nouvelles accusations.

2 août 1950 : Ruth « se souvient » de la présence d'Ethel à chaque transmission de documents secrets. David « retrouve aussi la mémoire ». Jusque-là, il affirmait : « ma sœur n'a rien fait ».

22 février 1951 : Ruth « se rappelle » qu'Ethel tapait à la machine les informations secrètes. 24 février 1951 : David reprend la même accusation à retardement. On est à deux semaines du procès ! (Quinze jours avant, avait eu lieu la réunion « au sommet » au cours de laquelle ont été déterminées à l'avance les condamnations d'Ethel et de Julius).

Et on entend cette jeune femme, réciter, à un moment donné, une tirade de trente-cinq lignes, reprenant mot pour mot une déposition mise au point pendant les interrogatoires: oui, Julius est bien le chef du réseau d'espionnage, Ethel a bien dactylographié les documents secrets qu'on lui transmettait.

Terrible accusation donc, à condition d'oublier: 1) le fait qu'elle est unique (les « révélations » de Ruth et de David sont les mêmes et se font écho), 2) qu'elle vient de gens qui ont déclaré avoir eux-mêmes livré des informations secrètes à une puissance étrangère, 3) que les Greenglass ont pactisé avec le FBI, ce qui va permettre à Ruth de ne pas être condamnée, ni même poursuivie, et à David de bénéficier d'une peine de quinze ans qui sera réduite à dix.

Le jury, sélectionné avec soin, est tenu de choisir entre la parole des inculpés et celle de leurs accusateurs. Le procureur et le juge s'acharnent donc à discréditer Ethel et Julius. Tout est fait pour les déstabiliser, les amener à se contredire, pour leur reprocher de dissimuler leurs convictions communistes, pour les interrompre brutalement, eux et leurs avocats, à tout instant, sans la moindre raison.

Les « pièces à conviction »

On va brandir devant les jurés les « preuves » de la culpabilité des accusés :

- des horaires de train plus ou moins cochés, remontant à 1940 (les Rosenberg n'ont pas de voiture);
- un appareil et du matériel à développer pour photographe amateur (Julius s'intéressait à la photo avec son fils Michael mais n'avait guère de temps pour s'y consacrer);
- du papier « semblable » à celui qui aurait servi à envelopper des dollars que Julius aurait remis à David;

LES « RÉVÉLATIONS » DE RUTH GREENGLASS

Pour J. E. Hoover, le chef du FBI, le seul moyen de faire céder Julius est d'inculper Ethel dont le dossier est vide. Alors que, dans son premier interrogatoire du 17 juillet 1950, David racontait qu'il transmettait à Julius, dans la rue, les informations secrètes, le 23 février 1951, dix jours avant l'ouverture du procès, Ruth va « se rappeler » qu'Ethel tapait ces documents à la machine.

Une première fois en janvier 1945, lors d'une permission de son mari et d'un dîner chez les Rosenberg. David a apporté ses informations et ses premiers croquis de lentilles. « Il a une écriture difficile à lire », ce qui, selon Julius, n'est pas grave puisque Ethel va taper tout ça à la machine.

Une deuxième fois, en septembre 1945, David a remis « une assez bonne description de la bombe atomique » assortie à nouveau de croquis de moules à lentilles ; et Ethel tape à nouveau le rapport à la machine.

LE MOT DE PASSE : « JE VIENS DE LA PART DE JULIUS »

En vertu de la loi sur la Transparence (Freedom of Information Act. 1975), les enfants Rosenberg ont eu accès, à grands frais, à des archives qui n'avaient pas été jusque-là versées dans le domaine public... En particulier à des confidences de Harry Gold, enregistrées avant le procès à l'intention de son avocat. Visible, les enquêteurs l'ont orienté vers le récit de la rencontre avec David et Ruth Greenglass, au cours de laquelle il aurait reçu des documents sur la bombe atomique. De cette rencontre, il ne « se souvient pas » lors des premiers interrogatoires. Gold déclare d'abord qu'il s'est fait reconnaître en disant : « Je viens de la part de John ... ou de Ben de Brooklyn »... il ne sait plus très bien. Afin que tout soit clair et carré, Gold et Greenglass, réunis dans la même prison, se rencontrent le 28 décembre 1950 (c'est un compte rendu de la police découvert en 1978 qui le révèle) pour s'entendre sur la formule : « Je viens de la part de Julius ». En oubliant tout de même un détail : c'est qu'il est rare, sinon impensable, qu'un espion avance à découvert sous son véritable nom.

- un tronc pour collecte en faveur des enfants de républicains espagnols ;
- des bracelets-montres, souvenirs de famille, baptisés cadeaux des Russes ;
- une liste de signatures en faveur d'un candidat communiste soutenu par 50 000 citoyens ;
- la machine à écrire d'Ethel (elle est secrétaire) ;
- une boîte de Jell'o, gélatine parfumée, « semblable » à celle dont Julius aurait découpé le fond, en confiant une moitié à Ruth et gardant l'autre comme signe de reconnaissance pour qui devrait ensuite rencontrer les Greenglass.

Outre ces « preuves » dérisoires, il reste, comme éléments « sérieux », des photos d'identité, un mot de passe, une fiche d'hôtel, une table console, les croquis de David Greenglass.

Déposition de Harry Gold

Un scénario bien monté. Après avoir reçu les informations de K. Fuchs à Santa Fé (Nouveau-Mexique), Harry Gold a rencontré les époux Greenglass début juin 1945 à Albuquerque. David Greenglass, qui travaillait à Los Alamos, lui a transmis des informations sur la bombe. Le signe de reconnaissance entre Gold et Greenglass aurait été les deux moitiés du fond de boîte de Jell'o (gélatine parfumée). Le matin du 3 juin 1945, Gold dit aux Greenglass « je viens de la part de Julius » et sort son morceau de carton, transmis par Anatoli Yakovlev, du consulat soviétique de New York. Ce morceau s'adapte parfaitement à celui de Ruth. Le rapport de Greenglass n'étant pas prêt, Gold revient dans l'après-midi et remet à Greenglass un paquet de dollars contre ces informations et les croquis des lentilles à implosion utilisées pour la bombe atomique. Les renseignements de Fuchs et de Greenglass sont transmis à Yakovlev qui les achemine vers l'URSS.

La condamnation

- Aucune des pièces à conviction produites, donc, ne permet de prouver la culpabilité des Rosenberg.
- A aucun moment, il n'est mentionné un seul acte, un fait concret ayant matérialisé l'intention de livrer des informations secrètes à l'Union soviétique.
- Aucun témoin, à part les Greenglass, n'est venu les accuser d'avoir fourni un renseignement quelconque à qui que ce soit. Jamais personne n'a assisté aux conversations que David prétend avoir eues avec Julius ou aux transmissions des documents.
- Aucune trace d'ordre reçu, ou donné. Rien.

Mais la machine est lancée. Les Rosenberg doivent être sacrifiés à la raison d'Etat.

Après de longues heures de délibération, le jury revient avec son verdict : « COUPABLES ». Coupables d'avoir complété en vue de transmettre des informations à une puissance étrangère (puissance étrangère alliée au moment des faits reprochés). Mais le juge Kaufman déformera le sens de ce verdict en prétendant que ces informations ont été réellement transmises.

A ce moment, il est de règle que le juge consulte le procureur. Kaufman décrète que c'est parfaitement inutile, étant donné la gravité des faits. Et le 5 avril 1951, il prononce une sentence de mort qu'il « justifie » ainsi :

LA FICHE D'HÔTEL

Une fiche d'hôtel mentionnerait le passage de Harry Gold à Albuquerque où il aurait récupéré les informations secrètes de Greenglass.

La photocopie présentée par l'accusation porte non pas un faux nom, ce qui serait une précaution minimum, mais le nom de Harry Gold. De plus, elle comporte une série d'anomalies mises en lumière par des historiens qui, plusieurs années après, l'ont fait expertiser. Deux dates différentes figurent au recto et au verso ; les informations ne sont pas écrites de la main de l'employé qui se trouvait à l'accueil ce jour-là. Quant à l'original, il aurait été renvoyé à l'hôtel. Qui l'a détruit, déclare le FBI. Selon toutes apparences, il s'agit d'un faux établi pour faire coïncider le séjour de Gold avec la présence de David Greenglass à Albuquerque, où il venait souvent passer les week-ends. Pour couronner le tout, les horaires de chemin de fer de l'époque ne correspondent pas avec les explications données par Gold.

LA TABLE CONSOLE

Ruth Greenglass a raconté au FBI que les Soviétiques avaient offert à Julius une table console spéciale, dont une partie avait été évidée pour recevoir un éclairage permettant de photographier des documents, ou de lire des films. Au procès, Ethel et Julius affirment qu'ils ont eu en effet une table console, tout à fait banale, achetée vingt dollars dans un grand magasin de New York (Macy's). Ils ne savent pas ce qu'elle est devenue. Elle se trouvait à leur domicile quand les policiers ont perquisitionné, et ceux-ci n'ont rien remarqué. Or, en avril 1953, deux mois avant l'exécution, un journaliste du National Guardian la découvre. Après leur arrestation, les meubles et objets appartenant aux Rosenberg avaient été vendus ou dispersés par leur famille. Et la fameuse table, avec de la vaisselle, avait été placée dans une cave, chez la sœur, puis chez la mère de Julius. Pas une seconde, elles n'ont pensé qu'il pouvait s'agir de la table mystérieuse et sophistiquée dont il était question au procès. L'expertise a montré qu'elle avait bien coûté 19,97 dollars.

« Je crois qu'en remettant aux mains des Russes la bombe A, des années avant la date prévue par nos plus grands savants pour que la Russie mette au point sa propre bombe, vous avez par votre conduite déjà causé, à mon avis, l'agression communiste en Corée avec, pour conséquence, des pertes dépassant 50 000 morts. Et qui sait combien de millions d'autres innocents paieront le prix de votre trahison ! En vérité, par votre perfidie, vous avez sans aucun doute changé le cours de l'histoire au détriment de votre pays [...] Nous avons tous les jours autour de nous la preuve de votre infamie, puisque, dans le pays tout entier, les activités de la défense civile visent à nous préparer à une attaque par la bombe atomique [...]

« A la lumière des circonstances, j'ai le sentiment que je dois rendre, sur le principe de cette conspiration diabolique pour détruire une nation craignant Dieu, une sentence telle qu'elle démontrera d'une façon définitive que la sécurité de ce pays doit demeurer inviolée ».

Deux mois après le procès : des faits nouveaux

Deux mois après le procès, le 8 juin 1953, Maître Emmanuel Bloch apporte au juge Kaufman de nouveaux documents prouvant que David Greenglass a fait un faux témoignage (aveu que la déclaration lui a été soufflée par le FBI, déposition de son frère Bernard révélant le vol d'un échantillon d'uranium à Los Alamos, etc.). Ce qui devrait permettre au moins de rouvrir le procès. De plus, la table de Macy's retrouvée n'a ni double fond ni dispositif spécial permettant de photographier. Kaufman refuse d'examiner ces nouveaux éléments et répond avec morgue : « Pour des raisons aussi puérides, on ne peut accorder une réouverture du procès [...] J'ai dit qu'ils iront sur la chaise électrique ».

Au sortir de l'entrevue, le savant Harold Urey, qui est venu soutenir la démarche d'Emmanuel Bloch, fait au New York Times une déclaration que ce journal ne publiera pas. Seul le National Guardian la reprendra : « Avant de venir ici aujourd'hui, je n'avais que des doutes très profonds quant à la conduite du procès [...] En regardant ce tribunal, je n'ai pas vu Kaufman mais McCarthy. Je suis bouleversé et très inquiet de la terrible peur et de l'hystérie qui se sont répandues sur toute l'Amérique ».

Maître Emmanuel Bloch assure au tribunal la défense d'Ethel et de Julius. Il n'a jamais plaidé d'affaires criminelles, mais les avocats spécialisés s'étant dérobés, il a lutté pendant trois ans pour sauver les Rosenberg. Il faisait partie, comme l'écrivait Howard Fast, « de toute une génération d'intellectuels américains braves et désintéressés qui ont voué leur vie à la classe ouvrière des Etats-Unis, aux forces démocratiques des Etats-Unis, à la lutte contre la guerre, contre le fascisme ». Il consacra ses forces et le reste de sa vie à défendre la cause des Rosenberg.

AVERTISSEMENT AUX « TRAITRES »

Tract distribué à des dizaines de milliers d'exemplaires par les *Patriotes du Pentagone* :

« Julius et Ethel Rosenberg, traîtres aux Etats-Unis, doivent mourir »

En conclusion :

« Et quand les Rosenberg seront morts/ Emballés dans le suaire du Rouge Kremlin/ Tous les futurs traîtres seront avertis/ Qu'eux aussi brûleront sur la chaise »

Tirés du même « poème », ces « vers » menaçant Emmanuel Bloch :

« Un avocat charlatan, doué d'une étincelle/ Essaie maintenant de les arracher à la chaise/ Mais un tel homme, sachez-le bien/ Est payé avec l'argent qui vient de l'enfer/ Aussi, grâce au fouet de Dieu, lui aussi devrait partager/ La mort avec ces deux sales communistes »



Maître Emmanuel Bloch conduit leurs deux fils, Michael et Robert, à la prison de Sing Sing pour une visite, peu avant l'exécution.

La Cour d'appel

Après la sentence de 1951, deux recours successifs restent possibles : la Cour d'appel et la Cour suprême. La première devrait réexaminer la façon dont s'est déroulé le procès, puisque le jugement est contesté. Or, elle se réfugie derrière la compétence du jury : « Quand un procès est fait avec la participation d'un jury, la Cour d'appel n'a pas le droit de reconsidérer la crédibilité des témoignages ou leur valeur », déclare le porte-parole, tout en reconnaissant que l'accusation repose uniquement sur le témoignage de Greenglass. Ce qui devrait pour le moins permettre de s'interroger sur la validité de la condamnation. Mais, encore une fois, la presse ne bronche pas.

Pourtant les anomalies ne manquent pas qui auraient permis de revoir ce jugement

- Il repose, on l'a vu, sur le témoignage d'un seul inculpé, David Greenglass, à qui a été promise l'indulgence.

- Les savants atomistes, qui, seuls, auraient pu apprécier l'indigence des croquis de Greenglass, n'ont pas été appelés à témoigner.

- La loi McCarran de 1950 a été promulguée deux mois après l'arrestation de Julius, ce qui a aidé à déclarer les Rosenberg coupables. Non seulement le président Truman l'avait jugée anticonstitutionnelle (le Congrès était passé outre), mais plusieurs de ses dispositions particulièrement arbitraires seront rejetées par les plus hautes instances judiciaires après l'exécution.

- Ethel, dont le dossier est vide, a été arrêtée comme otage et condamnée à mort pour faire céder son mari.

- Pas de preuves matérielles, pas de passage à l'acte, pas de pièces à conviction valables...

- Accusés de complot « en vue de transmettre » des informations, ils sont condamnés « pour avoir transmis » la bombe : extrapolation arbitraire, monstrueuse.

- La loi de 1917 qui a été retenue, sur l'espionnage en temps de guerre, est contredite par la loi sur les secrets atomiques de 1946 qui prévoit que la peine de mort ne peut être prononcée que par un jury et non par le juge.

Il faut y ajouter ce que révèlent les documents connus après le procès :

- Un document relatant l'entrevue de Ruth Greenglass avec ses avocats, qui apporte des précisions sur la mise en place du procès.

- Une note de Me Goldman, adjoint de Rogge, l'avocat de David Greenglass, (publiée au début de juin 1953) indiquant que le procès sera traité à New York, où le juge Kaufman est déjà retenu pour entrer dans le jeu du gouvernement et ne pas charger les Greenglass.

- Une déclaration de Bernard Greenglass sur le vol d'uranium commis à Los Alamos par son frère David où il était mobilisé pendant la guerre.

- Une lettre de David Greenglass (le FBI lui a soufflé une grande partie de sa déposition).

- La réunion organisée par le FBI entre Gold et Greenglass pour mettre au point la formule : « Je viens de la part de Julius ».

- Les rencontres continues dans le Connecticut, chez un ami de Hoover, entre le procureur Saypol, son adjoint Roy Cohn et le juge Kaufman pour décider de la stratégie à suivre au fur et à mesure que se déroulent les débats.

- Les condamnations décidées avant l'ouverture du procès.

Chacune de ces anomalies, dont certaines sont des monstruosité juridiques, chacun de ces faits, pris séparément, auraient suffi, si la Cour d'appel avait voulu jouer son rôle, à justifier la réouverture du procès.

La décision de la Cour suprême

Dernier espoir : aux magistrats de la Cour suprême, il revient d'apprécier si la sentence a été conforme à la loi et si les règles ont été respectées. Or, le juge Hugo Black soulignera, par la suite : « La Cour suprême n'a jamais examiné les pièces du procès et n'a jamais confirmé qu'il se soit déroulé dans les règles ».

Ses neuf juges sont partagés. L'un d'eux hésitera, mais pas longtemps. Seuls trois d'entre eux (William Douglas, Felix Frankfurter, Hugo Black) auront le courage de se battre jusqu'au bout pour que soit accordé le sursis.

Le 15 juin 1953, le sursis à exécution demandé par Me Emmanuel Bloch est rejeté par cinq voix contre quatre. La Cour se met en vacances pour l'été.

Deux jours plus tard, en vertu du droit conféré à chacun des neuf juges d'empêcher une exécution jusqu'à la reprise des travaux, le juge Douglas, se fondant sur l'existence de nouveaux éléments juridiques, ordonne le sursis.

Alerté, le Président Eisenhower, enjoint à son ministre de la Justice, Brownell, de faire opposition à la décision du juge Douglas. Devant la montée en puissance de la protestation mondiale, les autorités craignent, si on attend l'automne, de ne plus pouvoir faire exécuter les condamnés.

En violation des règles les plus élémentaires, le ministre de la Justice rencontre le président Vinson, qui rappelle d'urgence les membres de la Cour suprême.

Douglas, parti en vacances, apprend par la radio que la Cour suprême est convoquée. Il revient et vote pour le maintien du sursis. Par six voix contre trois, la Cour suprême annule le sursis.

Julius et Ethel Rosenberg seront exécutés le 19 juin.

LA HÂTE DE LA JUSTICE

Commentaire de la Cour suprême à son ultime séance consacrée aux Rosenberg :

« La décision d'annuler le sursis ne signifie pas que la Cour suprême approuve la peine de mort prononcée dans cette affaire ».

Le juge Hugo Black :

« La hâte de la justice est particulièrement déplacée lorsque la peine de mort est en jeu ».

Le juge William Douglas :

« Je ne suis pas d'accord. Je sais que j'ai la loi pour moi. Aucun homme, aucune femme, ne devrait aller à la mort par suite d'une sentence illégale ».

Le juge Felix Frankfurter a toujours pensé qu'après le déclin du maccarthysme l'affaire Rosenberg pourrait être révisée. C'est une des raisons pour lesquelles il a voté le maintien du sursis.

Le représentant Wheeler demandera au Congrès la révocation du juge Douglas et sa traduction devant la Haute Cour « pour complot, trahison et turpitude morale ».

GREENGLASS ET LE « SECRET ATOMIQUE »

Sur un site militairement gardé, extrêmement cloisonné, où les secteurs sont nettement compartimentés, où les savants et les scientifiques portent des noms de code, où la correspondance et les conversations téléphoniques sont censurées, David Greenglass, qui n'a aucune formation spécialisée, prétend avoir réussi, non seulement à donner des listes de chercheurs prêts à coopérer avec l'URSS, mais encore à fournir des croquis et « une assez bonne description de la bombe atomique [...] Pas celle d'Hiroshima, l'autre ».

Comment a-t-il pu, lui, simple mécanicien, se procurer ces informations particulièrement complexes ? Il les a glanées, dit-il, sans avoir jamais étudié un document quelconque, sans avoir jamais pris aucune note, dans les couloirs de Los Alamos. « Chaque fois qu'une conversation s'engageait sur quelque chose que j'ignorais, j'écoutais avidement et questionnais mes interlocuteurs pour qu'ils expliquent clairement ce qu'ils disaient[...] Je le faisais de manière qu'ils ne s'en aperçoivent pas ».

Six ans après, au cours du procès, mais en dehors de la salle du tribunal, David reconstitue « de mémoire » cette description de la bombe atomique et ces croquis ultra sommaires, qui ne seront pas communiqués à la presse lors du procès

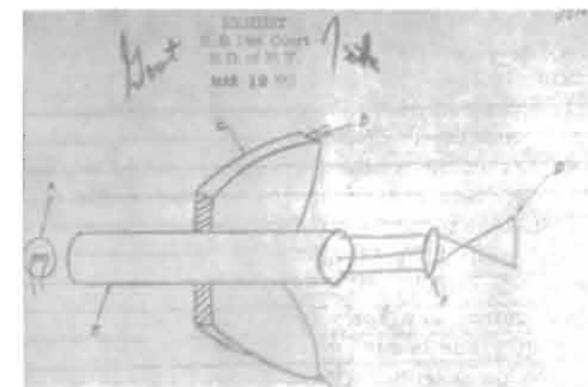
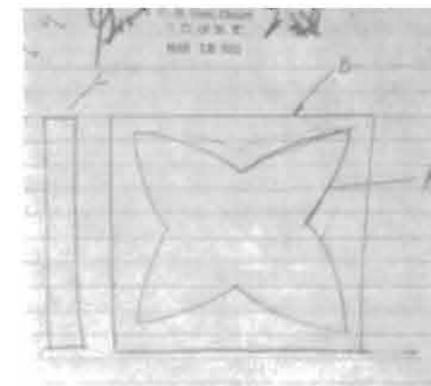
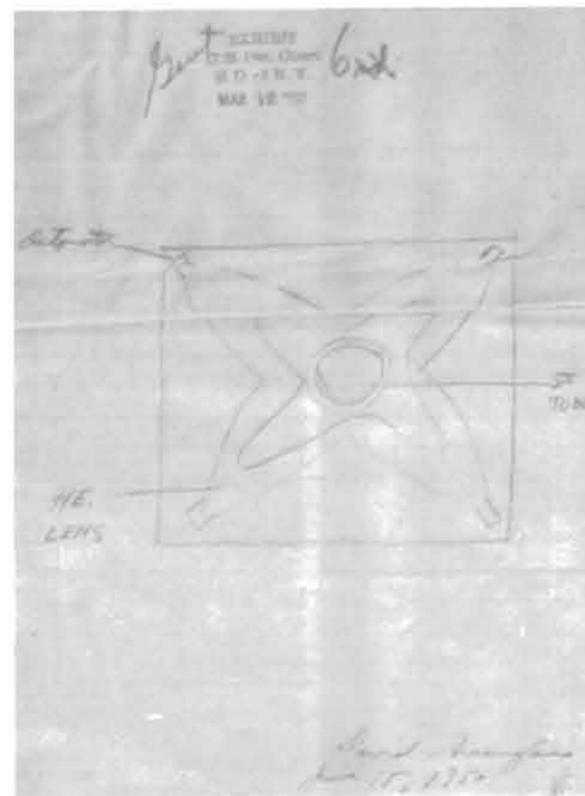
Les savants atomistes n'ayant pas comparu, deux experts (ils ne risquaient pas de compromettre une réputation scientifique qu'ils n'avaient pas) sont venus à la barre donner leur avis sur la valeur de ces schémas.

Premier expert : le Dr Walter Koski, ingénieur chimiste : « Le croquis de Greenglass est, il est vrai, assez grossier ; il ne porte pas d'indications quantitatives, mais il illustre le principe important de la chose ». A l'avocat des Rosenberg qui lui demande si les dimensions auraient été essentielles pour que ces lentilles puissent être utilisées, le Dr Koski répond : « Ce qui est important ce sont les dimensions relatives ». « Sont-elles portées sur ce croquis ? » « Non ».

Le second expert, John Derry, ingénieur électricien, estime que les dessins de Greenglass décrivent « avec une appréciable précision les principes en jeu dans la bombe atomique de 1945 ».

En 1966, le schéma de bombe A dessiné par Greenglass a été versé dans le domaine public à la demande de l'avocat de Morton Sobell. Il a été soumis à plusieurs spécialistes incontestés.

Henri Linschitz (Université Brandeis) et Philippe Morrison (MIT, Massachusetts Institute of Technology), qui avaient supervisé l'assemblage de la première bombe



atomique américaine, ont jugé ce croquis « grossier, rempli d'erreurs, inutilisable ».

Le Dr Kistiakowsky, conseiller du président Eisenhower pour les questions nucléaires, trouve ces dessins « sommaires, grossiers, infantiles, dénués de sens. Ils peuvent même induire en erreur ».

Jugement de Victor Weisskopf, directeur du département de physique du MIT : « Absurdes, sans aucune valeur, inutilisables si jamais ils avaient été transmis ».

C'est aussi l'avis du général Leslie Groves, responsable pour l'armée, à Los Alamos, du projet Manhattan. Lors de l'enquête ouverte en 1954 sur le loyalisme de Robert Oppenheimer, le responsable scientifique, il avait déclaré à huis clos que ces croquis ne présentaient qu'un intérêt mineur. Il avait toutefois suggéré de garder sa déposition secrète car elle allait à l'encontre du verdict prononcé au procès Rosenberg. Elle ne sera connue que vingt-six ans plus tard, lorsque les fils des Rosenberg eurent accès à ce texte en vertu de la loi sur la liberté et la transparence de l'information (Freedom of Information Act). « De toute façon, avait ajouté le général, les Rosenberg méritaient d'être pendus ».

Dans un rapport d'avril 1943, Igor Kourtchatov, haut responsable de la réalisation de la bombe atomique en URSS, précise que des données parvenues des Etats-Unis, concernant les travaux en cours à Los Alamos, « permettront à l'Union soviétique de franchir d'un bond les premières étapes de la mise en œuvre d'une expérience nouvelle et immensément importante sur le problème de la séparation des isotopes »⁽¹⁾.

Les divers documents où il fait état des informations qu'il reçoit par cette voie contiennent des explications techniques détaillées ; de même les listes de renseignements qu'il demande aux agents soviétiques de se procurer.

Seuls des physiciens atomistes de haut niveau pouvaient fournir des données de cette nature, susceptibles d'aider les chercheurs soviétiques.

Ces derniers n'avaient évidemment rien à attendre d'un David Greenglass, mécanicien dans un atelier de moulage, sans aucune formation scientifique, et qui, afin d'accuser les Rosenberg prétend pourtant avoir rédigé pour Julius « une assez bonne description de la bombe atomique », accompagnée de croquis.

Par ailleurs, Julius Rosenberg et Morton Sobell, tous deux ingénieurs électriciens, n'étaient pas compétents dans le domaine nucléaire.

Mais selon la version des faits accréditée dans l'opinion aux Etats-Unis, le « secret » transmis à l'URSS apparaissait comme une sorte de formule magique, que seuls les Etats-Unis avaient la capacité de découvrir, et que des traîtres avaient « volée ».

Le *Bulletin des Atomistes* (Etats-Unis) de décembre 1966 signale que, depuis 1939, le phénomène de la fission nucléaire était universellement connu et que l'utilisation de la première bombe atomique états-unienne sur Hiroshima avait révélé au monde ce qu'il restait à savoir : les paramètres qui rendaient possible une réaction nucléaire en chaîne. L'auteur de l'article, qui demandait la grâce de Morton Sobell quinze ans après sa condamnation ajoutait : « Fabriquer une bombe atomique était, dès ce moment, fonction du potentiel scientifique et financier que l'on

pouvait y consacrer [...] Même si le schéma de Greenglass avait été valable, quelle est la nation qui aurait engagé une recherche de plusieurs milliards de dollars sur la base d'un schéma volé et d'une fiabilité aussi douteuse ? »

La science soviétique a depuis prouvé sa valeur : bombe thermonucléaire à quelques mois de celle des Etats-Unis, premier satellite artificiel, premier missile balistique à longue portée, etc.

Le « secret atomique », une formule magique ?

Quand, en septembre 1949, le président Truman annonce que les Soviétiques ont fait exploser une bombe A expérimentale, Eisenhower (qui est alors président de l'Université de Columbia) déclare : « La nouvelle donnée par notre Président confirme simplement les prévisions scientifiques ».

D'après les agences de presse, au cours d'une de ses séances de décembre 1949, « la Commission américaine de l'énergie atomique a examiné vendredi les preuves secrètes attestant que la Russie a connu les secrets scientifiques de la fabrication de la bombe atomique depuis 1940, date à laquelle les Etats-Unis ont commencé leur effort pour développer cette arme ».

Dans le *Yale Law Journal*, James Newman, membre de cette même commission, déclare : « Les principes généraux à la base de tous les stades de la fabrication sont susceptibles d'être connus dans le monde entier, puisqu'ils découlent, en général, de découvertes scientifiques de base. Ce sont seulement les derniers perfectionnements ou modifications de la technique atomique existante qui peuvent être tenus secrets et encore pour une période indéterminée, mais généralement brève [...] Le progrès intellectuel, spécialement en matière scientifique, est plus ou moins uniforme dans les pays qui depuis des générations ont partagé



la même culture [...] Personne ne supposerait que l'évolution biologique fonctionne de façon différente à Des Moines, Copenhague ou Moscou ».

Avant la guerre, tous les physiciens atomistes travaillaient sur la fission nucléaire. Ils échangeaient leurs informations d'un pays à l'autre. Dès 1937, les Soviétiques avaient réalisé le premier cyclotron.

Le « père » de la bombe atomique des Etats-Unis, Robert Oppenheimer, avait affirmé à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas de secret de base en matière d'énergie atomique.

En 1954, la Commission atomique des Etats-Unis met en doute l'intégrité politique du savant. Il sera reconnu non coupable, mais tout de même privé de ses fonctions de conseiller du gouvernement et du droit d'accéder aux documents secrets.

En mars 1954, le Dr James Beckerley, directeur de cette commission, lançait un avertissement concernant les « secrets » atomiques. « [...] La politique de l'autruche peut conduire à une catastrophe nationale [...] Il est temps de cesser de nous raconter des histoires et de croire que les chercheurs soviétiques ne valent rien ».

Pour comprendre l'attitude des savants de Los Alamos qui, à l'instar de Fuchs, transmettaient des renseignements à l'URSS, il faut tenir compte du fait que l'échange d'informations entre laboratoires a toujours été un facteur du progrès de la science.

Les savants de différentes nationalités rassemblés aux Etats-Unis pendant la guerre connaissaient bien leurs collègues soviétiques ; ils estimaient la coopération utile au développement du savoir commun. De plus, bien que les

scientifiques allemands les plus prestigieux aient fui leur pays après l'instauration du régime nazi, ils craignaient que celui-ci ne réalise la première bombe à fission nucléaire ; ils souhaitaient accroître les chances des Alliés en accélérant les travaux non seulement aux Etats-Unis, mais aussi en URSS qui, pendant longtemps, était restée seule à supporter le poids de la lutte contre le nazisme en Europe. Par la suite, ils souhaitaient assurer l'équilibre des forces pour garantir la paix. Comme l'écrivit Leo Szilard, l'un d'entre eux : « A partir de 1945, nous avons cessé de nous inquiéter de ce que les Allemands pourraient nous faire, pour commencer à nous inquiéter de ce que les Américains allaient bien pouvoir faire aux autres pays »⁽²⁾.

Il est certain, par ailleurs, que la construction d'une bombe atomique exigeait, dans quelque pays que ce soit, des conditions bien déterminées : un niveau scientifique avancé, une volonté politique, la mise en mouvement de moyens humains, techniques et industriels puissants. L'URSS disposait de ces conditions. La Grande-Bretagne, ou la France (qui pourtant partageaient les « secrets » américains) n'ont fabriqué leur première bombe A que des années plus tard. Quant à la bombe H, elle a été réalisée à peu près dans les mêmes délais par l'URSS et les Etats-Unis.

(1) L'un des rapports publiés en annexe du livre *Missions Spéciales*, de Soudoplatov.

(2) Cité par *The Journal of David E. Lilienthal (1945-1950)*, t.2.



Le « champignon » atomique sur Nagasaki.

1945

- 8 mai
Capitulation de l'Allemagne nazie.
- 6 août
La première bombe atomique américaine, larguée sur Hiroshima, fait 100 000 morts.
- 9 août
Une seconde bombe atomique détruit Nagasaki : 80 000 morts.
- 21 novembre
Aux Etats-Unis, début de la grève dans les usines de la *General Motors* ; elle durera jusqu'au 13 mars 1946.

1946

- 19 janvier
Grève des employés du téléphone à la *Western Electric*.
- 21 janvier
Grève dans la métallurgie
- 5 mars
Discours de Winston Churchill à Fulton, Missouri, où, pour la première fois, il est fait mention du « rideau de fer ».
- 1er avril-30 mai
Grève de 400 000 mineurs
- 23 mai
Grève des cheminots

1947

- 12 mars
Le président Truman proclame devant le Congrès sa « doctrine » de politique étrangère : « l'endiguement » du communisme.
- 5 juin
Dans un discours à Harvard, le général Marshall, secrétaire d'Etat, présente son « Plan pour la reconstruction de l'Europe ».
- 23 juin
Le Congrès vote la loi Taft-Hartley restreignant les droits des syndicats.
- 26 juillet
Loi sur la sécurité nationale, créant le Conseil national de sécurité, et bientôt la CIA.
- 18 octobre
Début de l'enquête de la Commission des activités antiaméricaines sur l'influence du communisme dans le cinéma.
- 6 novembre
Déclaration de Molotov : « Le secret de la bombe A n'existe plus ».
- 21 novembre
Décret présidentiel imposant aux fonctionnaires fédéraux une enquête de loyalisme. Mise en place de commissions de contrôle.
- 23 novembre
Bombardement de Haïphong par la flotte française : début de la guerre du Viêt-Nam.

1948

- 9 février
En violation des accords de Potsdam, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (ultérieurement rejoints par la France) instaurent une zone monétaire autonome en Allemagne de l'Ouest occupée, créant ainsi une frontière économique avec la zone d'occupation soviétique.
- 15 mars-12 avril
Grève de 200 000 mineurs aux Etats-Unis.
- 19 mai
Loi Mundt-Nixon obligeant les membres du Parti communiste des Etats-Unis à se faire recenser.
- 23 juin
L'URSS instaure le blocus à la frontière de sa zone en Allemagne occupée, interdisant aux Occidentaux l'accès de Berlin.
- 26 juin
Pont aérien des Etats-Unis vers Berlin-Ouest

1949

- 4 avril
Création de l'OTAN
- 8 mai
Proclamation de la RFA (République Fédérale Allemande)
- 14 juillet
L'URSS fait exploser sa première bombe atomique expérimentale.
- 10 août
Seconde loi sur la sécurité nationale des Etats-Unis, organisant le Département de la Défense.
- 22 septembre
La Maison Blanche annonce que l'URSS possède la bombe atomique.
- 1er octobre
Proclamation de la République populaire de Chine.
- 1er octobre-11 novembre
Grève de 500 000 métallurgistes aux Etats-Unis.
- 7 octobre
Proclamation de la RDA (République Démocratique Allemande).

1950

- 23 janvier
David Greenglass interrogé par le FBI sur le vol d'un échantillon d'uranium à Los Alamos, où il était affecté dans un atelier, comme sergent, en 1944-1946.
- 19 et 31 janvier
La Chine et l'URSS reconnaissent le gouvernement de Ho Chi Minh au Viêt-Nam.
- 31 janvier
Le président Truman donne l'ordre de réaliser une bombe à hydrogène.
- 2 février
Arrestation en Grande-Bretagne du physicien Klaus Fuchs, qui avoue avoir transmis, par idéal, des informations à l'URSS, alors qu'il participait aux travaux sur la bombe A, notamment à Los Alamos.
- 7 février
La Grande-Bretagne et les Etats-Unis reconnaissent le gouvernement de Bao Dai au Viêt-Nam.

9 février

- Dans un discours à Wheeling, Virginie Occidentale, le sénateur McCarthy dénonce « l'infiltration » du Département d'Etat par les « communistes ».
- 1er mars
Klaus Fuchs condamné à Londres pour espionnage à quatorze ans de prison.
- Mars
Le Mouvement mondial de la paix lance l'Appel de Stockholm contre l'utilisation de la bombe atomique et recueillera dès cette année-là 400 millions de signatures.
- 5 mai
Fin du blocus de Berlin
- 23 mai
Arrestation de Harry Gold, qui affirme avoir été courrier de Fuchs aux Etats-Unis de 1943 à 1945.
- 15 juin
Après de fortes pressions et une nuit d'interrogatoire, David Greenglass déclare avoir espionné pour l'URSS à la demande de son beau-frère Julius Rosenberg.
- 16 juin
Julius Rosenberg, interrogé plusieurs heures au siège du FBI, est libéré sans inculpation.
- 25 juin
Début de la guerre de Corée.
- 26 juin
Truman autorise l'aviation et la marine à intervenir en Corée.
- 27 juin
Le Conseil de sécurité de l'ONU (en l'absence de l'URSS) se prononce pour une intervention en Corée.
- 30 juin
Le président Truman autorise l'intervention de l'infanterie en Corée.
- 17 juillet
Arrestation de Julius Rosenberg.
- 11 août
Arrestation d'Ethel Rosenberg.
- 18 août
Morton Sobell, ami des Rosenberg, arrêté au Mexique avec sa femme et ses enfants, est transporté aux Etats-Unis.
- 15 septembre
Les forces des Etats-Unis débarquent à Inchon, au sud de la Corée.
- 21 septembre
La loi McCarran (Internal Security Act) désigne comme agents de l'URSS les communistes et leurs sympathisants.
- 20 octobre
Les forces sous commandement états-unien, après avoir franchi le 38^e parallèle, occupent Pyongyang, en Corée du Nord.
- 6 novembre
Des troupes chinoises se joignent aux Nord-Coréens.
- 20 novembre
Poursuivant leur avance, les forces du général Mac Arthur approchent du fleuve Yalu.
- 29 novembre
Contre-offensive chinoise. Les forces de Mac Arthur sont repoussées jusqu'à Inchon.

1951

- 31 janvier
Mise en accusation de David Greenglass, Julius et Ethel Rosenberg, Morton Sobell et Anatoli Yakovlev.
- 3 février
Ruth Greenglass affirme qu'Ethel tapait à la machine les informations secrètes livrées par David à Julius.
- 6 mars
Ouverture du procès Rosenberg-Sobell-Greenglass.
- 14 mars
Les forces des Etats-Unis reprennent Séoul.
- 29 mars
Le jury déclare les accusés coupables.
- 31 mars
Les Nord-Coréens sont repoussés au-delà du 38^e parallèle.
- 5 avril
Sentences du juge Kaufman ; il condamne Ethel et Julius Rosenberg à mort, Morton Sobell à trente ans de prison, David Greenglass à quinze ans.

1952

- 2 mars
Décision de la Cour suprême : une personne accusée de subversion ne peut enseigner dans un établissement public.
- 2 juin-24 juillet
Grève de 600 000 métallurgistes aux Etats-Unis.
- 27 juin
Seconde loi McCarran relative à l'immigration.
- 23 octobre
Huit enseignants de New York sont licenciés pour appartenance au Parti communiste.
- 31 octobre
Explosion à Bikini de la première bombe H américaine.

1953

- 11 février
Le président Eisenhower rejette le recours en grâce des époux Rosenberg.
- 19 juin
Ethel et Julius Rosenberg sont exécutés à la prison de Sing Sing, près de New York.
- 27 juillet
L'armistice signé à Panmunjon met fin à la guerre de Corée.
- 12 août
L'URSS fait exploser sa première bombe H expérimentale.
- 4 décembre
Conférence des Bermudes : Etats-Unis, Grande-Bretagne et France décident de procéder à l'échange d'informations sur les armes nucléaires.

1954

- 1er janvier
Le ministre de la Défense des Etats-Unis annonce la politique de « représailles massives » contre l'URSS.
- 19 août
Le Parti communiste des Etats-Unis mis hors la loi.
- 3 septembre
Loi sur l'espionnage et le sabotage, comportant la peine de mort en temps de paix.
- 2 décembre
McCarthy condamné par le Sénat.

Le monde entier demande justice



L'AUTRE AMÉRIQUE

Dans l'ambiance qui régnait alors aux Etats-Unis, en proie au délire maccarthyste, défendre les Rosenberg et Sobell, c'était se désigner soi-même à la vindicte des commissions d'épuration, du FBI tout-puissant, et des délateurs ordinaires excités contre les « Rouges ».

A l'exception du *Daily Worker* (communiste) et du *National Guardian* (progressiste), tous les médias participent à la chasse aux « hérétiques ». Pour eux, la culpabilité des accusés ne fait aucun doute.

Bravant les menaces, l'ostracisme, voire la prison, beaucoup ont eu pourtant le courage de se dresser contre l'injustice et d'agir en se réclamant des traditions démocratiques de leur pays, si cruellement bafouées.

En avril 1951, le *Daily Worker* publie un court article contestant les condamnations qui viennent d'être prononcées par le juge Kaufman. Le 15 août, le *National Guardian* stigmatise la « machination politique » en première page sous ce titre : « La condamnation des Rosenberg. S'agit-il d'une Affaire Dreyfus dans l'Amérique de la guerre froide ? ». Le journaliste William A. Reuben commence une enquête en sept articles qui serviront de support, en novembre, à la constitution du National Committee to Secure Justice in the Rosenberg Case.

Autour d'Emily et David Alman, de Joseph Brainin, d'Helen Sobell, se groupent des personnalités connues, dont l'historien africain-américain W.E.B. Du Bois, les écrivains Yuri Suhl et Waldo Frank, l'anthropologue Gene Weltfish. Le comité tient une réunion publique à New York en avril 1952, sans grand succès. Mais surtout, il décide d'éditer le compte rendu intégral du procès, tellement déformé par les médias, persuadé que « le lecteur sans passion percevra l'erreur judiciaire flagrante qui exige d'être redressée ».

Des initiatives de grande portée

Ces huit fascicules, 1715 pages de texte serré, diffusés aux Etats-Unis, envoyés dans de nombreux pays, joueront en effet un rôle décisif dans le déclenchement de la campagne mondiale qui va se développer en faveur des deux condamnés à la chaise électrique. Plus tard, la publication de leurs lettres de prison, autre initiative du Comité, contribuera aussi grandement à sensibiliser l'opinion.

Tracts, brochures, pétitions – 50 000 signatures pour soutenir un appel à la Cour suprême – permettent au mouvement de s'étendre. Des comités locaux se créent un peu partout, de San Francisco à Boston, de Baltimore à Detroit, à Los Angeles, à Washington.

A Noël 1952, les militants new-yorkais louent un train spécial, en vue d'un rassemblement à Ossining, devant la prison où les Rosenberg sont détenus. Le même jour commence à Washington un défilé autour de la Maison Blanche. La manifestation, prévue d'abord pour 24 heures,



« We are innocent ». New York, 17^e rue, 19 juin, jour de l'exécution.



Washington, devant la Maison Blanche, Noël 1952.

durera 22 jours et 22 nuits, avec des participants de plus en plus nombreux, venus de l'ensemble des Etats-Unis, atteignant trois mille le 5 janvier. « On n'avait jamais vu une chose pareille », dira un responsable de la police.

Les meetings se multiplient, où interviennent des rabbins, des pasteurs, des prêtres catholiques, des universitaires, des juristes: celui de l'île Randall, à New York, le 3 mai 1953, réunit 20 000 personnes. Quelques associations juives, des syndicats locaux apportent leur concours. D'éminentes personnalités demandent la révision du procès, la clémence présidentielle : Albert Einstein, le prix Nobel de physique Harold Urey, Mme Eleanor Roosevelt...

Mais peu d'intellectuels de renom osent se prononcer ; les centrales syndicales se taisent ; quant aux grandes organisations juives, non seulement elles se détournent de la défense des Rosenberg, mais elles les accablent, joignant leur voix à l'anticommunisme officiel par crainte d'être tenues pour « antiaméricaines ».

A signaler en 1953, la pièce de l'écrivain Arthur Miller, *Les Sorcières de Salem*, mettant en scène la société puritaine du XVII^e siècle, dans le Massachusetts, où des fanatiques cherchent à résoudre leurs névroses en sacrifiant des femmes « possédées du Démon » : allégorie transparente de la persécution, de la délation et de l'hystérie collective qui se sont emparées désormais du pays tout entier.

Un hurlement de douleur et de colère

En juin, de nouveaux cortèges se forment autour de la Maison Blanche avec jusqu'à quinze mille participants. Des groupes hostiles les insultent, les agressent : « Brûlez tous les Rouges ! Grillez-les et envoyez leurs cadavres contre remboursement à Moscou ! », etc.

Le 19 juin au soir, dix mille personnes affluent à Union Square. La police montée interdit le rassemblement sur la place. Les manifestants se pressent, épaule contre épaule, sur la 17^e rue. Plusieurs orateurs prennent la parole ; une chanteuse noire entonne un gospel : « Let my people go »... Mais les policiers débranchent la sonorisation, et poussent la foule. Celle-ci, refusant de se disperser, avance en reprenant le chant. A l'annonce de l'exécution, s'élève « un hurlement de douleur et de colère ». Le lendemain, ils seront encore des milliers aux funérailles des deux martyrs.



L'EXCEPTIONNELLE MOBILISATION DE L'OPINION FRANÇAISE

Durant l'été 1952, en France, des associations, des personnalités – dont plusieurs juristes – prennent connaissance des minutes du procès de 1951 opposant « les Etats-Unis d'Amérique » aux époux Rosenberg et à Morton Sobell. Ce document, édité par le Comité américain pour la justice dans l'affaire Rosenberg, les convainc qu'une forfaiture a été commise.

En conséquence, dès l'automne, se constitue à Paris le Comité de Défense des Rosenberg. Activement soutenu par le MRAP, qui en avait posé les premiers jalons, il commence par publier une brochure explicative et lance un appel au président des Etats-Unis, sous forme de cartes postales ; 30 000 sont signées et expédiées en quelques semaines. Un meeting se tient le 8 décembre à la Mutualité, présidé par Picasso, sous le signe, déjà, d'un pluralisme remarquable, tant des orateurs à la tribune que des milliers de participants dans la grande salle archicomble.

Le temps pressait, l'exécution était alors prévue entre le 12 et le 15 janvier 1953, la Cour suprême ayant refusé une première fois de procéder au réexamen de l'affaire.

Pour la révision du procès, pour une grâce présidentielle, la campagne prend rapidement son essor : lettres et télégrammes individuels ou collectifs à la Maison Blanche, prises de position innombrables d'associations, de syndicats nationaux et locaux, démarches multiples auprès de l'ambassade et des consulats des Etats-Unis. Les communistes s'y engagent avec ardeur ; mais, contrairement à la thèse proclamée à Washington – parfois reprise aujourd'hui – ils ne sont, à l'évidence, pas seuls à se mobiliser.

Les souvenirs de l'Affaire Dreyfus

La Ligue des droits de l'homme adresse au président Truman une analyse détaillée des anomalies et invraisemblances qu'elle relève dans le procès, en se prévalant des membres de son comité central dont la notoriété internationale ne saurait échapper aux dirigeants des Etats-Unis: Paul Boncour, René Cassin, Georges Boris, André Boissarie, Francis Perrin, ce dernier cité comme « directeur de recherches atomiques en France ».

Plusieurs quotidiens et périodiques apportent leur appui à cette campagne par les informations et articles qu'ils publient : *Le Monde*, *L'Humanité*, *Combat*, *Libération*, *La Quinzaine*, *Les Temps Modernes*...

Début janvier 1953, l'écrivain et journaliste Marc Beigbeder démissionne avec éclat du *Parisien Libéré* où il assurait la chronique théâtrale, parce que ce journal avait qualifié les Rosenberg d'« espions atomistes » dans un titre à la une et fait paraître un article donné comme émanant de son bureau particulier à New York, mais correspondant « à la reproduction (en extraits) d'une note de l'ambassade des Etats-Unis à Paris »...

LE COMITÉ DE DÉFENSE DES ROSENBERG

A sa création, en 1952, le Comité de Défense des Rosenberg était composé des personnalités suivantes :

Aragon, Julien Benda, le R.P. Berger, Me André Blumel, Jeannine Bouissouhouse, Gilbert de Chambrun, Jean Dalsace, Maurice Druon, Jean Effel, Me Claude-Frédéric Lévy, Fernand Léger, Jacques Leman, Jean Lenoir, professeur Jeanne Lévy, Jean de Lorme, Jean Lurçat, Yves Montand, Pierre Morhange, Noël-Noël, Charles Palant, Pierre Paraf, Picasso, Julien Racamond, Françoise Rosay, Me Georges Sarrote, Jean-Paul Sartre, Dr Sicard de Plauzolles, Simone Signoret, André Spire, pasteur André Vienney, Charles Vildrac, Me Paul Villard, Louis de Villefosse, professeur Weill-Hallé.

Peu après, d'autres personnalités s'y sont jointes : Hervé Bazin, Henri Jeanson, Jean-Pierre Bloch, le procureur général Mornet, Me Pierre Siibbe...

LES GRANDS NOMS DES ARTS ET DES LETTRES

D'une façon ou d'une autre, les écrivains, artistes et universitaires les plus célèbres ont tenu à s'associer à ce profond mouvement populaire, en signant des télégrammes, en rédigeant des articles et des messages, en prenant part à des manifestations.

Citons, relevés parmi des centaines, dans les listes rendues publiques au fil des mois :

Marcel Aymé (qui adapta la pièce d'Arthur Miller *Les Sorcières de Salem*), Albert Béguin, Claude Bourdet, Francis Carco, Jean Cocteau, Jean-Marie Domenach, Roland Dorgelès, Marguerite Duras, Jean Dutourd, Gaston Gallimard, René Julliard, Michel Leiris, François Mauriac, Claude Mauriac, Jean Mercure, Gérard Philipe, Jacques Prévert, Armand Salacrou, Vercors, Vladimir Pozner, Jean Wiener...

Ou encore :

Colette, Albert Camus, Pierre Mac Orlan, Roger Martin du Gard, Louis Martin-Chauffier, Gilles Martinet, Roger Nimier, Raymond Queneau, Maurice Rostand, Pierre Seghers, Georges Duhamel, André Maurois, Jean Cassou, Elsa Triolet, Fernand Gregh, Etienne, Jacques Madaule, Gabriel Marcel, Simone de Beauvoir, Léopold Senghor, les professeurs Robert Debré, Evry Schatzman, les peintres Henri Matisse, Gromaire, Jean Picart Le Doux...

Et aussi :

Maria Casarès, Bernard Blier, Loleh Bellon, Joseph Kosma, Serge Lifar, Pierre Fresnay, André Barsaça, Louis Daquin, Jean Grémillon, Henri Decoin, Henri-Georges Clouzot, Georges Sadoul...

Un tel épisode révèle deux attitudes significatives de cette époque : l'acceptation aveugle par les uns de la propagande que dispensait le grand allié américain; et le refus lucide de l'injustice par les autres, de plus en plus nombreux. Malgré les énormes moyens mis en œuvre pour la circonvenir, l'opinion française se montrait rétive, et sa pression s'intensifiait sans relâche.

Au cours du seul mois de janvier, sept meetings ont lieu dans différents arrondissements de Paris, rassemblant de 100 à 500 personnes, deux autres en banlieue, cinq en province, à Lille, Lyon, Marseille, Strasbourg et Toulouse. Des membres du Comité de Défense des Rosenberg y prennent la parole.

Le 13 janvier. Journée nationale d'action : plus de cent délégations se présentent à l'ambassade des Etats-Unis; chacune doit désigner deux personnes, autorisées à entrer dans le hall pour déposer lettres, pétitions et motions. Celles-ci proviennent de quartiers, d'usines, bureaux ou laboratoires, de facultés ou de grandes écoles, de studios de cinéma, de conseils municipaux...

Sur fond de guerre froide

La rencontre d'intellectuels et d'ouvriers, la diversité sociale et politique des personnes impliquées sont des caractéristiques majeures du mouvement qui se développe, sans que les clivages de la guerre froide, qui sévit aussi en France, en soient pour autant effacés. Ceux qui souhaitent souligner leur adhésion au « camp » occidental n'en expriment pas moins leur exigence de justice auprès du chef de file du « monde libre ». L'héroïsme de deux êtres d'exception en impose à tous.

Cela, les stratèges de la Maison Blanche ne voudront jamais le comprendre. Ils dénoncent rituellement la « main de Moscou », lui prêtant un extraordinaire pouvoir sur les consciences, et ne voient dans les protestations qu'un « complot » international des ennemis des Etats-Unis et de l'Occident, confirmant la « culpabilité » des Rosenberg et justifiant une rigueur inflexible. Par un sophisme pervers, ils accusent ceux qui réclament justice de vouloir la mort des deux condamnés.

L'ambassadeur Dillon lui-même, qui suit de près ce qui se passe à Paris, ressent bien la fausseté et l'incohérence d'une telle argumentation. Il l'écrit confidentiellement au secrétaire d'Etat. L'un de ses conseillers souligne : « Puisque les communistes ont besoin de martyrs, n'entrez pas dans leur jeu »⁽¹⁾.

C'est que, de semaine en semaine, le nombre des réunions publiques, le flot des signatures, le harcèlement des délégations vont croissant.

Après chaque rejet d'un recours, soit par la Cour d'appel ou la Cour suprême, soit par le président Truman, puis Eisenhower, la bataille s'amplifie, la tension monte.

Des catholiques mènent depuis le début une action très vigoureuse, impulsée par l'avocat André Haas. Prêtres, évêques, cardinaux s'y joignent, ainsi que de nombreux députés du MRP. Le Synode de l'Eglise réformée prend également position. Le Rabbinate, qui avait écrit au président américain le 2 janvier et n'a reçu aucun écho, en fait l'annonce publique le 17 février.

En juin, tous les syndicats sont sur la brèche, tous les partis politiques se sont fait entendre. Les Comités locaux



1953 : L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS DE PARIS FACE À L'AFFAIRE ROSENBERG

L'ambassade des Etats-Unis à Paris avait lancé une vaste opération de propagande visant à justifier l'exécution imminente des Rosenberg dans les termes habituels de l'hystérie anticommuniste de l'époque. Face à l'hostilité de l'opinion française et à l'insuccès de cette opération, l'ambassadeur Douglas Dillon a finalement décidé de mettre Washington en garde. Dans un message ultrasecret « à la seule intention du secrétaire d'Etat », John Foster Dulles, daté du 16 mai 1953, Dillon se déclare « profondément préoccupé par les effets à long terme de l'exécution prévue des Rosenberg sur l'opinion française ». Il explique que « même ceux qui acceptent la culpabilité des Rosenberg considèrent que la peine de mort serait une punition injustifiée des délits révélés par le procès, étant donné surtout les sentences de prison relativement modérées infligées aux savants britanniques Allan Nunn May et Klaus Fuchs ».

pour la Défense des Rosenberg ont proliféré à travers le pays. Le président de l'Assemblée nationale, Edouard Herriot, intervient. Le président de la République, Vincent Auriol, qui ne peut se prononcer directement, pour des raisons constitutionnelles, charge le ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault, de communiquer aux autorités des Etats-Unis son souhait d'une mesure de clémence.

Le *New York Times* note qu'en France « le sentiment favorable aux Rosenberg est si puissant et si large que même la presse de droite dit qu'ils doivent être graciés ».

On a rarement vu une unanimité aussi profonde.

Nation et Concorde

Dans les derniers jours, le rythme des manifestations s'accélère. Le 4 juin, nouveau meeting à la Mutualité. Le 17, des dizaines de milliers de personnes se rassemblent place de la Nation, l'exécution étant fixée au lendemain. Tandis qu'un sursis est accordé par le juge Douglas, un meeting d'une puissance sans précédent se déroule au Vel' d'Hiv' le 18 juin. Le 19, on apprend à Paris, en fin d'après-midi, que le sursis a été annulé par la Cour suprême réunie d'urgence. Le Comité de Défense fait diffuser par tracts un ultime appel : « Il n'y a plus une minute à perdre. Que partout s'exprime votre volonté d'empêcher l'irréparable ! De jour et de nuit, multipliez les délégations à l'ambassade des Etats-Unis ! »

Les Parisiens accourent en foule vers la place de la Concorde, interdite par des barrages de police. C'est alors que parvient la nouvelle de l'exécution. Des heurts ont lieu, rue Royale : un jeune manifestant est blessé par balle.

Le 20 juin, un samedi, le Comité de Défense invite la population à venir déposer des fleurs devant les plaques dédiées aux résistants tombés pendant la libération de Paris, devant les Tuileries, à l'angle de la Concorde et de la rue de Rivoli. Gerbes, couronnes et bouquets s'amoncellent dès la fin de la matinée; et quand des policiers les jettent dans des fourgons, d'autres les remplacent. Dans le même temps, des chapelles ardentes se forment autour des portraits d'Ethel et de Julius, un peu partout dans la capitale, ainsi qu'en province; fleurs, bougies, cortèges, arrêts de travail disent l'émotion d'un peuple, qui n'est pas près d'oublier.



En juillet 1953, on trouvait encore sur les murs de Paris les affiches représentant le « fameux sourire » du président Eisenhower vu par Mittelberg



Paris, place de la Nation, 17 juin 1953. Debout sur le podium, Charles Palant, secrétaire général du MRAP.

Le Comité de Défense des Rosenberg se transforme sans délai en Comité pour la Réhabilitation. Pendant des semaines, des mois, l'action se poursuit. Dans nombre de villes, grandes et petites, le nom des Rosenberg est attribué à des rues, des parcs, des crèches, des bibliothèques, des écoles...

Au début de 1954, des acharnés du maccarthysme tentent d'arracher les enfants des Rosenberg, Michael et Robert, à la famille Meeropol qui les a accueillis et bientôt les adoptera officiellement. Télégrammes et lettres arrivent par milliers sur le bureau du juge qui doit prendre la décision. « Il semblait, observera-t-il, que chaque travailleur de France portait un intérêt personnel à la polémique sur la tutelle ».

Un combat de longue haleine

La réhabilitation est un combat de longue haleine face à l'acharnement des gouvernants états-uniens, du FBI et de leurs serviteurs, qui prétendent ajouter de nouvelles « preuves » – trop de « preuves », à la manière des faussaires des l'Affaire Dreyfus! – au fur et à mesure que la vérité gagne du terrain. En France, ce combat renaît chaque fois que les conditions le permettent.

Peu après la mort des Rosenberg, les éditions Gallimard avaient publié *Lettres de la Maison de la Mort*, extraits de la correspondance échangée par Ethel et Julius entre eux et avec leur avocat, depuis leur arrestation jusqu'à leurs derniers moments. En 1955, paraît *Le Chant interrompu*, ouvrage collectif de journalistes et d'écrivains retraçant l'affaire sous ses divers aspects⁽²⁾.

En mai 1975, une « dramatique » de Stelio Lorenzi, adaptation de la pièce d'Alain Decaux, *Les Rosenberg ne doivent pas mourir*, est programmée à la télévision, en deux parties. Le 3 juin, un débat suit avec, entre autres invités, Michael Meeropol et Morton Sobell, venus spécialement des Etats-Unis. Vingt-deux ans après, l'Affaire Rosenberg bouleverse encore les huit millions de téléspectateurs. Ils perçoivent le film – d'une intense vérité – non comme une page tournée de l'histoire, mais comme le retour tangible d'être proches et aimés. Entrés dans la légende, Ethel et Julius, qu'incarnent Marie-José Nat et Gilles Ségol, ne perdent rien de leur présence humaine.

La presse revient avec respect sur leur destin, leur héroïsme. Si certains s'interrogent quant à leur éventuelle culpabilité, nul n'approuve leur exécution. Michael est fêté. De nouveau le devoir s'impose à beaucoup de faire quelque chose pour la mémoire de ses parents, à défaut d'avoir pu sauver leurs vies. Dans un élan prolongeant celui des années cinquante, des appels surgissent, des pétitions circulent, des réunions s'organisent, des livres sont édités⁽³⁾.

En 1993, pour le quarantième anniversaire de l'exécution, à l'initiative d'un petit groupe de militants des droits de l'homme, une lettre est adressée au président Clinton, récemment élu, pour demander le réexamen de l'affaire. Elle est signée par plusieurs centaines de personnalités de renom : écrivains, artistes, universitaires, juristes, élus de tous les partis politiques (hors le Front national, bien sûr) ainsi que par de simples gens d'appartenances socioprofessionnelles variées, une image en réduction du grand mouvement d'opinion en 1953. Cette pétition, remise au consulat des Etats-Unis par une délégation, sera renvoyée à l'Association avec invitation à la « transmettre » directement à Washington.

Fort des encouragements venus de tous les coins de France, le groupe d'initiative décide, à partir de 1995, de créer l'Association pour le Réexamen de l'Affaire Rosenberg, héritière du comité qui militait pour sauver les Rosenberg en 1953. Organisatrice d'une exposition elle a, en particulier, commémoré, le 19 juin 2003, le 50^e anniversaire de l'exécution, avec la participation d'artistes et d'intellectuels de premier plan. En liaison avec le Comité Rosenberg des Etats-Unis, elle a aussi lancé une requête aux autorités politiques qui a recueilli des milliers de signatures. La lutte continue...

(1) Deborah Davis: *Katharine the Great*, National Press Inc., New York, 1987.

(2) Gallimard.

(3) Michael et Robert Meeropol : *Nous sommes vos fils*, Editions sociales-Editeurs Français Réunis, Paris, 1975.

Georges Soria : *La Peur*, Editeurs Français Réunis, Paris, 1954.

Armand Gatti : *Chant public devant deux chaises électriques*, Editions du Théâtre national populaire, 1966.

Morton Sobell : *On condamne bien les innocents*, Editions Hier et demain, Paris, 1975.

Un poème de Jacques Prévert

A Julius et Ethel Rosenberg

Dérisoire erreur judiciaire
Officiellement préméditée
Tout est faux dans ce procès
Pas l'ombre d'un doute
Simplement la lumière de l'innocence
La lumière simple des accusés
Tout est faux dans ce procès
Seules les menaces de mort sont vraies
Vrais aussi les cris du cœur
Entendus du monde entier.

Marie-José Nat et Gilles Segal, incarnant Julius et Ethel Rosenberg dans la dramatique de Stelio Lorenzi (1975).

UN PAPE, DEUX REINES, DES PRÉSIDENTS, DES PEUPLES

En décembre 1952, le nonce apostolique à Washington fait connaître au ministre de la Justice que le pape (Pie XII), « sollicité d'intervenir par de très nombreux catholiques, verrait avec satisfaction une mesure de clémence en faveur des Rosenberg ». Lorsque, le 11 février suivant, le président Eisenhower, qui vient de succéder à Truman, rejette le premier recours en grâce des condamnés, le Vatican s'inquiète de ne pas avoir reçu la moindre réponse à sa démarche, restée jusque-là confidentielle. L'ancien président comme le nouveau disent n'en avoir jamais été informés. Le nonce apostolique renouvelle donc la démarche cette fois publiquement.

De même, la reine Elisabeth de Belgique interviendra à deux reprises. On sait par ailleurs que la reine Elizabeth II d'Angleterre a fait part de sa préoccupation aux autorités des Etats-Unis environ un an après son accession au trône (février 1952). Outre le président français, Vincent Auriol, maints chefs d'Etat et de gouvernement sollicitent une mesure de clémence.

Des comités pour sauver les Rosenberg se manifestent dans tous les pays d'Europe, notamment en Grande-Bretagne, en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas, en RFA et en RDA, en Suisse, en Suède et en Norvège, ainsi que sur les autres continents : en Israël, au Canada, au Japon...



A Londres



A Milan

La vérité en marche



AUX ETATS-UNIS LE DOUTE APPARAÎT

Plus de cinquante ans ont passé depuis l'exécution des Rosenberg. Pourtant le procès des années cinquante, cette « Affaire Dreyfus de la guerre froide », reste aux Etats-Unis un sujet de controverse et suscite, depuis les années quatre-vingt, un regain d'intérêt.

Dans un sursaut un peu tardif – mais il faut bien comprendre que le maccarthysme avait anesthésié l'opinion, et pour très longtemps – les progressistes du pays remettent en cause un certain nombre d'événements, dont l'Affaire Rosenberg.

La machination dévoilée

En vertu de la loi de 1975 sur la Transparence de l'information (Freedom of Information Act), Michael et Robert Meeropol, les fils d'Ethel et Julius, ont obtenu des autorités une série de documents tombés dans le domaine public. Ils ont d'ailleurs dû collecter une forte somme pour les faire reproduire, après s'être heurtés à la mauvaise volonté du FBI.

Le procès reconstitué

Manifestation la plus marquante de ces dernières années, la reconstitution du procès devant cinq cents personnes – en majorité des avocats et des magistrats – par l'influente Association des Juristes Américains (ABA), à l'occasion de sa convention annuelle, en 1993. Ce procès simulé⁽¹⁾, recréé après des heures et des heures de travail, avec la plus grande rigueur et le plus grand scrupule, sur la base des documents de l'époque et de ceux qui ont été versés depuis dans le domaine public, a été retransmis en partie, ainsi que des débats et des interviews portant sur la période maccarthyste, par une chaîne de télévision spécialisée dans les problèmes judiciaires. Il s'est déroulé devant de vrais juges, de vrais avocats, de vrais jurés. Verdict unanime: « NON COUPABLES ».

Les aveux du procureur adjoint

D'autre part, à travers une *Autobiographie* (parue en 1986, après sa mort), Roy Cohn – l'ancien adjoint maccarthyste du procureur Saypol dans le procès Rosenberg – a révélé le rôle de premier plan qu'il a joué dans la mise à mort du jeune couple. Les pressions illicites exercées par lui tout au long du procès sur le juge Kaufman (à qui il avait déjà fait promettre la condamnation à mort de Julius), son acharnement à obtenir qu'Ethel soit aussi condamnée à la peine capitale. Un téléfilm, *Citizen Cohn*, a été diffusé en août 1992 sur la vie de ce fonctionnaire trouble et pervers, qui est aussi le personnage central d'une pièce de théâtre de Tony Kushner, *Angels in America*⁽²⁾, où le fantôme d'Ethel Rosenberg apparaît à plusieurs reprises, symbolisant la mauvaise conscience d'un Roy Cohn qui se meurt du sida et d'une « Amérique » qui n'a pas encore pu ou su reconnaître officiellement ses erreurs et ses crimes.

CONDAMNATIONS

Jamais auparavant, dans l'histoire contemporaine des Etats-Unis, il n'était arrivé que des citoyens du pays, même convaincus d'espionnage, soient exécutés en temps de paix. Ainsi Axis Sally et Tokyo Rose, convaincus d'avoir trahi leur pays en travaillant pour l'ennemi – l'Allemagne et le Japon – en temps de guerre, avaient été condamnés à moins de dix ans de prison.

Le savant Klaus Fuchs, arrêté et jugé en Grande-Bretagne pour avoir fourni à l'Union soviétique d'importants renseignements sur la séparation des isotopes et la fabrication de la bombe A (il l'a fait délibérément, par idéal et pour sauver la paix), est condamné à la peine maximum : quatorze ans d'emprisonnement.

Allan Nunn May, arrêté en mars 1946, reconnaît, comme Klaus Fuchs, avoir transmis à l'URSS – par idéal – le 9 mai 1945, des informations sur la bombe d'Hiroshima. Sentence : dix ans de prison. Harry Gold, pour espionnage atomique : trente ans. Il obtiendra une réduction de peine, grâce à sa « coopération » avec le FBI.

Ruth Greenglass, qui a reconnu avoir participé à un réseau d'espionnage atomique : absolument rien. David Greenglass, son mari, qui s'est déclaré espion : quinze ans, plus tard réduits à dix. Tous deux ont « coopéré » avec le FBI.

Morton Sobell a dans son dossier deux conversations avec Julius Rosenberg : trente ans de prison (il sera libéré par anticipation au bout de dix-huit ans). Pour les Rosenberg : la mort.

Re: [REDACTED]

Re: [REDACTED]

From: NEW YORK

To: MOSCOW

No: 1745

21 September

VICTOR[...]

Lately the development of new people [D] has been in progress. LIBERAL[...], recommended the wife of his wife's brother, Ruth GREENGLASS, with a safe flat in view. She is 21 years old, a TOWNSWOMAN [GOROZHANKA][...], a GYMNAST [PIZKUL'TURNITSYA][...], since 1942. She lives on STANTON [STANTAUM] Street. LIBERAL at his wife recommend her as an intelligent and clever girl.

[15 groups unrecoverable]

[C] Ruth learned that her husband [v] was called up by the army he was not sent to the front. He is a mechanical engineer and is now working at the ENORMOUS [ENORMOZ][v1] plant in SANTA FE, New Mexico.

[45 groups unrecoverable]

detain VOLOK[vii] who is working in a plant on ENORMOUS. He is FELLOWCOUNTRYMAN [ZEMLYAK][viii]. Yesterday he learned that the had dismissed him from his work. His active work in progressive organizations in the past was the cause of his dismissal.

In the FELLOWCOUNTRYMAN line LIBERAL is in touch with CHESTER[ix]. They meet once a month for the payment of dues. CHESTER is interested in whether we are satisfied with the collaboration and whether there are not any misunderstandings. He does not inquire about specific items of work [KONKRETNAYA RABOTA]. In as much as CHESTER knows about the role of LIBERAL's group we beg consent to ask C. through LIBERAL about leads from among people who are working on ENORMOUS and in other technical fields.

Your no. 4256[a]. On making further enquiries and checks on LARIN[x] we received from the FELLOWCOUNTRYMEN through EKHO[y] a character sketch which says that they do not entirely vouch for him. They base this statement on the fact that in the Federative LARIN does not carry out all the orders received from the leader ship. He is stubborn and self-willed. On the strength of this we have decided to refrain from approaching LARIN and intend to find another candidate in FAECT [FAKHIT][xii].

No 751

MAJ[xiii]

20 September

VENC

L'Affaire toujours présente

Dans un tout autre registre, plusieurs ouvrages récents mettent en doute la version gouvernementale de l'affaire Rosenberg. Les titres parlent d'eux-mêmes : *The Murder of the Rosenberg* (Stanley Yalkowski), *Fatal Error* (Joseph Sharlett), *The Unquiet Death of Julius and Ethel Rosenberg* (Alvin Godstein). Ces livres sur l'affaire prennent place à côté d'études antérieures comme *The Judgment of Julius and Ethel Rosenberg*, par John Wexler, ou *Invitation to an Inquest*⁽³⁾, de Walter et Miriam Schneir, plusieurs fois rééditées.

Son de cloche tout différent : en 1983, le livre de Ronald Radosh et Joyce Milton, *The Rosenberg File*⁽⁴⁾, présente les condamnés comme partiellement coupables tout en signalant les irrégularités du procès et en dénonçant la peine de mort comme injustifiée. Contenant en germe aussi bien l'opération « Venona » que la rétractation de Greenglass, repris par nombre d'articles ou de livres, il représente désormais, semble-t-il, la version acceptable pour les milieux gouvernementaux.

Outre ces ouvrages, un écrivain américain de renom, E.L. Doctorow, a publié en 1971 un roman à succès directement inspiré de l'Affaire Rosenberg. *The Book of Daniel*, dont la traduction française, *Le Livre de Daniel*, a paru chez Laffont en 1972. Un film tiré de ce roman a été réalisé en 1983 par Sidney Lumet. A signaler également *Le Bûcher de Times Square*, de Robert Coover, paru en 1977.

« Venona »

C'est sans doute pour contrecarrer l'effet de ces révélations et prises de position diverses que la CIA (Central Intelligence Agency) et la NSA (National Security Agency) donnent, en juillet 1995, une conférence de presse pour rendre publics quelques-uns des documents « Venona ». Ce nom de code désigne l'opération de décryptage, par les services états-uniens du contre-espionnage, de messages qui, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, auraient été échangés entre des agents du KGB (en fait anachronisme pour NKVD) à New York et leurs supérieurs hiérarchiques à Moscou.

La « divulgation [...] différée » de ces documents, présentés comme décryptés entre 1942 et 1946, classés ultra-secrets pendant cinquante ans, n'a pas d'autre but que de justifier rétrospectivement la croisade « anti-Rouges » de l'immédiat après-guerre et l'exécution des Rosenberg.

Absolument rien dans ces messages qui prouve que les Rosenberg aient communiqué aux Russes « le secret de la bombe atomique », à supposer qu'un tel secret ait existé. Phrases censurées, nombreuses ratures, passages plus ou moins longs qui auraient échappé au décryptage... mais, deux des messages identifient nommément Ruth Greenglass, et par conséquent Ethel et Julius. Ce dernier est présenté comme « Liberal », nouveau nom de code remplaçant celui de « Antenna ». Un troisième message mentionne en clair que la femme de « Liberal » s'appelle Ethel. Deux autres situent assez longuement et nommément des relations de Julius (ingénieurs qu'il aurait recrutés pour son réseau), alors qu'il n'y aurait eu nulle urgence à transmettre de telles informations à Moscou, et que la valise diplomatique n'aurait pas risqué l'interception.

Cette entorse flagrante aux méthodes de travail de tout service secret jette la suspicion sur les documents « Venona »

BONNE CONSCIENCE

Pour préparer brillamment le 50^e anniversaire de la fin de la guerre (septembre 1945), les Etats-Unis ont voulu justifier, glorifier les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki : émission d'un timbre commémoratif représentant les deux champignons atomiques (annulée en raison des protestations japonaises) ; exposition de l'avion « Enola Gay », qui avait largué la première bombe A ; rododromades sur la guerre de Corée et la guerre du Golfe...

Ces démonstrations de bonne conscience ont provoqué de multiples protestations et déclenché un sursaut de contestation aux Etats-Unis : enquête (demandée par des progressistes et conclue en 1995) sur l'utilisation par des médecins et des scientifiques de cobayes nucléaires (prisonniers, handicapés mentaux, population d'Okinawa) ; enquête sur les armes à base d'uranium appauvri, expérimentées en Irak en 1991 et qui, en plus des 200 000 morts irakiens, ont provoqué chez des infirmières et des soldats anglais et états-uniens ce que l'on a appelé le « syndrome de la guerre du Golfe » (vomissements, saignements, perte de cheveux, états d'épuisement, cancers) ; remise en cause de l'exécution des Rosenberg...

D'où l'opération « Venona ».

L'OPÉRATION VENONA : INFO OU INTOX ?

La presse des Etats-Unis a presque unanimement interprété les documents de l'opération « Venona » comme la preuve définitive de la « culpabilité » des Rosenberg. Mais en réalité ils ne contiennent aucune information concrète concernant les secrets de la fabrication de la bombe ou le rôle des Rosenberg. « Venona » ne dévoile en effet que des informations générales comme le plan approximatif des usines atomiques de Los Alamos ou la liste des savants y travaillant.

Les « documents » Venona, émergés des dizaines d'années après l'exécution des Rosenberg, auraient pu être produits lors du procès de 1951, comme des éléments autrement sérieux que « les pièces à conviction » dont le caractère infantile a été dénoncé aussi bien lors des débats que par la suite. Qui plus est, les messages auraient été décryptés en 1946, mais les Rosenberg n'ont été repérés et arrêtés qu'en 1950 et ils n'avaient pas fait l'objet d'une surveillance avant cette date.

S'ils n'ont pas été produits n'est-ce pas, ou bien parce qu'ils n'existaient pas, qu'ils ont été fabriqués après coup, ou bien parce que leur contestabilité aurait pu être dénoncée comme évidente ?

En fin de compte, explique Aaron Katz, président du comité aux Etats-Unis pour la réouverture de l'Affaire Rosenberg, les documents « Venona », étant donnés leurs nombreuses invraisemblances et inexactitudes, tendent plutôt à affaiblir la version gouvernementale de l'affaire et pourraient servir d'argument supplémentaire à ceux qui cherchent à faire réhabiliter les époux Rosenberg.

– pour le moins certains d'entre eux – et pose la question de leur authenticité.

Nouvelle conférence de presse des services de renseignements, un an plus tard (octobre 1996) pour « dévoiler » une autre partie des documents « Venona ». L'un des passages, cette fois, désigne un certain « Rele » comme étant « peut-être Morton Sobell », l'ingénieur condamné à trente ans de prison pour « complicité » avec les Rosenberg. Ce « Rele » est décrit comme « ayant une jambe de bois ». Or Morton Sobell possède bien ses deux jambes, comme a pu le vérifier « par inspection personnelle » le directeur de l'hebdomadaire progressiste *The Nation*.

Cette opération n'a pas réussi à convaincre ceux qui, depuis plusieurs décennies, proclament l'innocence d'Ethel et Julius. Ainsi, Aaron Katz, qui préside le Comité National pour le Réexamen de l'Affaire Rosenberg (NCRRC), y voit « une fraude grossière de A à Z ». C'est aussi le point de vue d'autres spécialistes de l'affaire, tels Sidney Zion, avocat et journaliste juridique au *New York Times*, qui a couvert le procès en 1951 et publié l'autobiographie de Roy Cohn dont il avait recueilli les confidences. Il en est de même d'Eric Foner, professeur d'histoire des Etats-Unis à l'université Columbia, ou de l'avocat William Kunstler, récemment disparu, défenseur bien connu des victimes de l'injustice et de l'arbitraire.

Décembre 2001 : l'aveu de David Greenglass

Le journaliste Sam Roberts, auteur de l'ouvrage *The Brother* (Le Frère), a relancé l'affaire. C'est lui qui a fini par arracher à David Greenglass l'aveu de la manipulation par le FBI. C'est lui qui a insisté pour qu'il passe à la télévision. Dans l'émission « 60 minutes » sur CBS du 5 décembre 2001, David Greenglass avoue avoir menti en dénonçant sa sœur. Or cette émission a été concoctée par Dan Rather, journaliste très coté aux Etats-Unis qui ne veut surtout pas remettre en cause la culpabilité de Julius. C'est ainsi que le journaliste qui mène l'interview affirme solennellement

face à la caméra : « Si Ethel n'avait pas été accusée d'avoir tapé ces notes à la machine, donc d'avoir participé, elle n'aurait pu être condamnée pour avoir été seulement « la femme d'un espion », ce qui n'est pas un crime. Aujourd'hui nous savons que David a dit vrai concernant Julius. Cela a été confirmé, depuis, par d'autres sources indépendantes ».

Il s'agit bien entendu des documents contestables ou trafiqués ou des ouvrages périodiquement publiés.

Le travail d'élucidation

Le travail d'élucidation sur l'Affaire Rosenberg continue sans relâche aux Etats-Unis. C'est le NCRRC qui en est l'âme. Ce comité est parrainé par une galaxie impressionnante de personnalités : juristes, ecclésiastiques, écrivains, artistes, parlementaires, scientifiques, syndicalistes. Ses activités sont multiples : réunions d'information, contacts avec la presse, publication régulière d'un bulletin, correspondance avec les amis de l'étranger, etc.

Parallèlement aux activités du NCRRC, auxquelles ils participent, les deux fils des Rosenberg, Michael et Robert Meeropol, animent la Fondation Rosenberg pour les Enfants, dont le but est de soutenir moralement et matériellement les enfants de prisonniers condamnés pour leurs activités progressistes.

(1) Il a été traduit par nos soins.

(2) Représentée au Théâtre d'Aubervilliers en deux parties en 1995 et 1997.

(3) *Le Meurtre des Rosenberg, Erreur Fatale, La Mort tourmentée d'Ethel et Julius Rosenberg, Le Jugement d'Ethel et Julius Rosenberg, Si on ouvrait une enquête.*

(4) *Le Dossier Rosenberg.*

1993 : UN PRIX POUR LES ROSENBERG

Le 18 juin 1993, pour l'anniversaire de l'exécution d'Ethel et de Julius Rosenberg, a été remis à leurs fils Michael et Robert le prix Frédéric Douglass. La North Star Foundation – organisme progressiste privé – a décidé d'attribuer ce prix (qui porte le nom d'un esclave devenu éducateur et diplomate) pour honorer à titre posthume les Rosenberg « qui ont héroïquement résisté au chantage à la mort » destiné à leur faire renier leur idéal.

A cette cérémonie, qui avait lieu dans une grande salle de New York (Town Hall), participaient des artistes célèbres et des acteurs connus comme Ossie Davis, Ruby Dee, Susan Sarandon, Tim Robbins, Pete Seeger, etc.

DES RUSSES PARLENT DES ROSENBERG

De documents soviétiques rendus publics au début des années quatre-vingt-dix, il ressort que les premières informations sur les travaux des savants occidentaux qui allaient aboutir à la bombe atomique ont commencé à parvenir à Moscou dès l'automne 1941, en provenance de Londres, puis des Etats-Unis.

A plusieurs reprises, le responsable scientifique du projet en URSS, Igor Kourtchatov, en souligne l'intérêt.

A Los Alamos, Fuchs, Hall et d'autres savants

Le Prix Nobel Andreï Sakharov note dans ses Mémoires que « Klaus Fuchs, émigré allemand travaillant à la section théorique de Los Alamos pendant la guerre, se mit à transmettre à l'URSS en 1943-1945, de sa propre initiative et par conviction idéologique, des renseignements d'une importance exceptionnelle sur la bombe atomique »⁽¹⁾.

De son côté, Anatoli Yatskov (alias Yakovlev), qui dirigeait l'espionnage soviétique aux Etats-Unis, a déclaré dans une interview au *Washington Post* (4 octobre 1992) qu'un autre savant « encore en vie » avait contribué de façon décisive à informer l'URSS : il travaillait déjà à Los Alamos avant l'arrivée de Fuchs. Son nom de code était « Persée », indique-t-il : une appellation qui apparaît dans la plupart des témoignages et que Pavel Soudoplatov⁽²⁾ dit collective.

Il est aussi question d'un certain « Mlad », cryptonyme attribué (on le sait maintenant) au jeune physicien américain Theodore Hall, qui lui aussi a travaillé à Los Alamos.

Deux journalistes l'ont retrouvé et interviewé en 1997 à Cambridge, en Grande-Bretagne, où il vit depuis 1962. Il reconnaît avoir livré des informations à l'URSS, par idéal⁽³⁾. D'autres chercheurs ont sans doute participé aux « fuites ». Soudoplatov parle même de Robert Oppenheimer, le « père » de la bombe A en personne, ce que le FBI a tenu à démentir en 1995.

Anatoli Yatskov, ainsi que d'autres anciens responsables du KGB – Vladimir Tchikov, Leonid Kvasnikov, Pavel Soudoplatov notamment – signalent un couple de citoyens des Etats-Unis engagés dans le réseau d'espionnage atomique : Morris Cohen, qui assura le recrutement de scientifiques à Los Alamos, et son épouse Lona qui leur servit d'agent de liaison.

Cette dernière, selon Yatskov, se rendit deux fois à Albuquerque pour rencontrer « Persée » et recueillir des rapports destinés à Moscou. Hall déclare, pour sa part, lui avoir remis des documents. Arrêtés par la suite, à Londres, puis échangés contre un espion britannique, les époux Cohen sont morts en Russie en 1992 et 1995, honorés et décorés.

« Ils n'étaient pas nos agents »

Pour autant Yatskov nie avoir connu les Rosenberg. Dans la période de « transparence » qui a suivi l'effondrement de



« BOMBHELL » – UNE BOMBE

Deux journalistes états-uniens, Joseph Albright et Marie Kunstel, ont révélé, dans un article du *New York Times* (1997) et dans un livre intitulé *Bombshell*⁽¹⁾ le rôle primordial joué par un scientifique dans la transmission à l'URSS d'informations cruciales sur la fabrication de la première bombe atomique. Il s'agit du jeune prodige Theodore Hall, 19 ans à l'époque, fils d'un immigré juif de la Russie tsariste aux Etats-Unis.

Ce livre, basé sur la consultation des archives russes et états-uniennes, ainsi que sur une centaine d'heures de conversations avec Hall, est axé sur le caractère et la carrière de ce scientifique. Les auteurs retracent les études et les travaux de Hall, la manifestation de ses deux passions : pour la science et pour l'idéal socialiste qu'il croyait incarné par l'URSS. Etudiant à Harvard, Hall avait été recruté comme membre de l'équipe de scientifiques travaillant à Los Alamos à la réalisation de la bombe atomique. Les auteurs démontrent que c'est effectivement le benjamin du groupe qui avait été le premier à transmettre aux Russes les principes d'une nouvelle méthode pour libérer la puissance destructrice de l'atome.

Hall n'a jamais été inculpé comme « espion atomique ». Après Los Alamos, il a poursuivi sa carrière scientifique, à Chicago d'abord, puis à l'université de Cambridge, en Angleterre où il s'est établi définitivement à partir de 1962 avec sa femme et ses deux filles. Dans une déclaration obtenue par les auteurs de *Bombshell*, Hall, sans réellement avouer avoir transmis le « secret de la bombe », explique ses motivations : « On a même prétendu que j'avais changé le cours de l'Histoire. Peut-être que le cours de l'Histoire, s'il était resté inchangé, nous aurait mené à une guerre atomique au cours des cinquante dernières années : par exemple, la bombe aurait pu être lancée sur la Chine en 1949 ou dans la première partie des années cinquante. Eh bien, si j'ai contribué à l'empêcher, j'accepte d'en être accusé ».

(1) *Bombshell. The secret story of America's Unknown Atome Spy Conspiracy.* Times Books, New York, 1997.

l'Union soviétique, plusieurs autres témoignages les ont pareillement innocentés.

Boris B. Brokhovitch, assistant puis successeur de Kourtchatov, qui dirigea les recherches atomiques en URSS, participant à une délégation aux Etats-Unis, affirme : « Vous avez assis les Rosenberg sur la chaise électrique pour rien. Nous n'avons rien reçu des Rosenberg » (*New York Times*, 10 juillet 1989).

Selon Vladimir B. Bakatine, directeur en 1991 des services secrets de Russie, le KGB « ne possède pas de dossier sur les Rosenberg en relation avec un prétendu espionnage atomique » (*New York Post*, 25 novembre 1991).

Le major général Alexei N. Karbainov, officier de l'ex-KGB, se montre également formel dans un entretien avec le journaliste israélien Uri Dan. Voici ses propos reproduits dans *Yated Neeman* (14 février 1992) : « Nous avons eu certainement des agents qui nous ont transmis des secrets atomiques de l'Ouest, Klaus Fuchs et huit autres, mais le nom des Rosenberg ne figure pas sur la liste. Je ne connais rien qui prouve que les Rosenberg aient été nos agents ».

Dans une interview à la télévision russe, reprise aux Etats-Unis par la chaîne WNBC, Leonid R. Kvasnikov, qui dirigea un temps l'équipe soviétique chargée de rassembler les informations sur la bombe A, ajoute : « Les Rosenberg n'ont jamais été impliqués directement dans la recherche de documents sur la question nucléaire. On a pris leur vie, mais ils n'étaient pas des espions » (13 mai 1992).

Des parrains états-uniens

Bien sûr, on ne peut aveuglément tenir pour vrai ce que racontent aujourd'hui des agents secrets ou des policiers de l'un ou l'autre camp. Leurs attaches, des intérêts personnels, l'esprit de corps risquent de biaiser leur interprétation de l'Histoire.

Toujours est-il qu'aux Etats-Unis, les tenants du conformisme officiel ne pouvaient laisser sans réagir se répandre des témoignages ou opinions mettant en lumière le fait que les Rosenberg furent victimes d'une machination du gouvernement.

Il s'est alors trouvé d'anciens notables du KGB, avides de notoriété, prêts à se plier aux vœux de leurs commanditaires pour cautionner des livres à sensation.

Ainsi, *Missions Spéciales*, mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov, qui a « bénéficié d'une sortie mondiale » en 1994, ne saurait être considéré comme une véritable autobiographie. A la signature de l'auteur des « confidences », qui fut directeur d'une « unité d'élite des services secrets soviétiques pendant la Seconde guerre mondiale », se joignent celles de son fils, Anatoli, qui a négocié le marché avec les éditeurs, et de deux citoyens des Etats-Unis, Jerrold et Leona Schecter, qui ont « arrangé » le texte⁽⁴⁾. Celui-ci, fondé sur de prétendues « révélations » à forte valeur commerciale, regorge d'erreurs, d'à-peu-près et de contradictions.

Au sujet de l'Affaire Rosenberg, il accompagne sans originalité le credo plus ou moins admis désormais dans les milieux bien-pensants à Washington : Ethel et Julius Rosenberg « n'avaient absolument rien à voir avec mes réseaux les plus importants, ceux qui rassemblaient les secrets atomiques » ; mais aussi « Les Rosenberg ne furent rien



C'est par idéal que les éminents physiciens Klaus Julius Fuchs (ci-dessus à gauche) et Theodore Hall (à droite), ont communiqué à l'URSS des renseignements relatifs à la bombe A ; et que Morris et Lona Cohen (ci-dessous) les ont collectés et transmis.



d'autre que des messagers sans envergure [...] Ils ne furent que des comparses ». Façon de laisser dire qu'ils étaient en tout cas des « espions » et d'expliquer leur condamnation, fût-elle excessive.

Comment Staline a volé la bombe atomique aux Américains, cet autre ouvrage au titre aguicheur, paru en 1996, est cosigné par Alexandre Tchikov, ex-colonel du KGB, et Gary Kern, « spécialiste de l'histoire de l'URSS » aux Etats-Unis. C'est ce dernier qui se réserve la conclusion, tandis que la préface est confiée à Robert Lamphere, l'un des agents du FBI les plus compromis dans le montage de l'Affaire Rosenberg, et l'un des concepteurs de l'opération « Venona »⁽⁵⁾.

En contradiction avec ses deux « parrains » états-uniens, qui développent les vues habituelles sur la culpabilité des Rosenberg, Tchikov s'oppose avec fermeté au « maître-espion » Soudoplatov, qui prête à ceux-ci un « rôle mineur » dans l'espionnage soviétique. « Face aux assertions de Soudoplatov, écrit-il, le SRE (services secrets actuels) de Russie s'en tient inébranlablement aux positions du KGB : les Rosenberg n'ont jamais travaillé pour les services soviétiques. C'est une position que l'auteur du présent ouvrage ne saurait contredire ».

Sous le signe de la confusion

Vient ensuite cette concession, semblant annuler ce qui précède : « Toutefois, si même l'on admet l'idée qu'ils étaient impliqués dans l'espionnage atomique, il est clair qu'ils n'ont pu avoir l'importance d'un Klaus Fuchs, scientifique de très haut niveau qui, de 1941 à 1949, a fourni à ses contacts soviétiques des documents inestimables » Ambiguïté volontaire ? « Correction » apportée après-coup par le cosignataire ?

Nous rencontrons là une pratique fréquente dans ce genre de prose, y compris de la part d'historiens patentés : l'addition, parfois la juxtaposition de phrases contradictoires, par crainte, dirait-on, de s'opposer ouvertement aux autorités des Etats-Unis sans pour autant rejeter totalement les faits indéniables qui innocentent les Rosenberg. Serait-ce le dernier cri de l'objectivité ?

En mars 1997, un autre rescapé de l'espionnage soviétique, « contact » de Fuchs en Angleterre, le colonel Alexandre Feklissov, a occupé le devant de l'actualité aux Etats-Unis en annonçant à la presse et à la télévision qu'il avait rencontré « au moins cinquante fois » Julius Rosenberg entre 1943 et 1946. Il « révèle » à son tour que ce dernier n'a pas transmis de secrets atomiques, mais des informations sur l'industrie militaire, et d'autre part qu'Ethel n'a nullement participé aux activités de son mari. C'est désormais, pourrait-on dire, la thèse officielle du FBI.

L'historien Walter Schneur observe que, si Feklissov, dans ses Mémoires, en 1994, parlait de ses relations avec Fuchs, il ne disait pas un mot des Rosenberg. L'ayant rencontré à New York, il lui est apparu, au cours de deux heures d'entretien, « définitivement contaminé, c'est-à-dire qu'il avait lu plusieurs livres américains, dont le nôtre⁽⁵⁾, les minutes du procès, quelques dossiers du FBI et les messages de « Venona » qui font référence au réseau d'espionnage des Rosenberg. Il s'est confiné aux données contenues dans le matériel de « Venona » qui lui a été

ET KHROUCHTCHEV ?

« Khrouchtchev aux Rosenberg : Merci pour les secrets de la bombe A ». Un titre dans le *New York Post* (24 septembre 1990) et, une fois de plus, les faiseurs d'opinion s'escriment à raviver les mythes officiels qui ont du plomb dans l'aile.

De quoi s'agit-il ? Le magazine *Time* a présenté, avant sa parution, le troisième tome des mémoires de Nikita Khrouchtchev, dirigeant de l'URSS après la mort de Staline. Et la presse en retient deux ou trois phrases : « Nous avons reçu l'aide de gens très bien, grâce à laquelle nous avons pu maîtriser la production de l'énergie nucléaire [...] J'étais près de Staline quand il mentionna chaleureusement les Rosenberg. Je ne sais pas précisément quel genre d'aide ils nous ont apportée, mais j'ai entendu Staline et Molotov dire que les Rosenberg nous avaient fourni une aide très significative pour accélérer la production de notre bombe atomique. Qu'un hommage mérité soit rendu à toutes ces personnes [...] ».

En fait, Khrouchtchev a « entendu dire » et il ignore ce qui s'est passé. Bien sûr, les deux témoins qu'il cite ne sont plus à même, depuis longtemps, de donner des précisions. Et lui, pas davantage, puisqu'il est mort en 1971.

Le sens de cette opération apparaît clairement lorsqu'on sait que les deux tomes des mémoires, *Khrouchtchev se souvient*, ont paru en 1970 et 1974, sur la base de bandes magnétiques enregistrées par Jerrold Schecter (en collaboration avec Vyacheslav Loutkchov, le Russe de service) ; Schecter, directeur de *Time*, en était alors le correspondant à Moscou ;

Time a soutenu activement le maccarthysme et la guerre froide ; c'est sa filiale Little, Brown & Co qui édite les mémoires de Khrouchtchev ; quelques années plus tard, elle éditera les mémoires de Soudoplatov, *Missions Spéciales*, recueillis par le même Jerrold Schecter ;

On retrouve dans les deux cas le même style approximatif et confus, la recherche de scandales qui font vendre, l'utilisation à cette fin de l'Affaire Rosenberg (à noter que le récit de Khrouchtchev ne mentionne ni Fuchs ni les autres savants qui ont effectivement fourni à l'URSS des informations sur la bombe A).

Les cassettes des mémoires de Khrouchtchev ont été soumises à expertise : sa voix a été authentifiée à 96% pour celles qui concernent les deux premiers tomes ; dans la partie correspondant au troisième, la mauvaise qualité du son, après plus de vingt ans, ne l'a pas permis, spécialement pour le passage relatif aux Rosenberg, lequel peut très bien avoir fait l'objet de manipulations ou avoir été introduit ultérieurement.

En tout état de cause, cet épisode de la campagne pour justifier l'exécution des deux époux illustre bien les méthodes qui prévalent depuis le début : on aligne comme « preuves » des affirmations invérifiables, des confessions trafiquées, des allusions, des suggestions, qu'on articule les unes aux autres en vue d'une interprétation tendancieuse, et que l'on diffuse à grand spectacle.

Par l'effet d'accumulation et de répétition, beaucoup de gens inattentifs, incapables (ou peu désireux) de procéder à une analyse critique, croient savoir que « Monsieur K » a confirmé la culpabilité des Rosenberg. Ils l'ont « entendu dire »

fourni, et il s'avérait difficile de vérifier ses affirmations ou d'obtenir des précisions nouvelles »⁽⁶⁾

De même, dans le livre cosigné par l'ancien officier du KGB Oleg Gordievsky et l'historien anglais Christopher Andrews, *KGB : The Inside Story* (1990), la plupart des « révélations » de Gordievsky, note Schneir, « sont basées sur des sources occidentales ».

Pour les gens de parti pris, il est toujours tentant de ne retenir des témoignages ou des documents que ce qui conforte leur position immuable. Il est plus confortable encore d'alimenter ces témoignages ou ces documents avec les éléments qu'on souhaite y découvrir : on n'est jamais mieux servi que par soi-même !

Les nouvelles « révélations » d'A. Feklissov

Toujours est-il qu'aux Etats-Unis et ailleurs aussi sans doute, beaucoup croient encore, sincèrement, à une certaine culpabilité des Rosenberg ; et si d'autres sont persuadés de l'innocence d'Ethel, pour eux, Julius reste bien un espion qui a livré peut-être pas le « secret atomique » mais du moins d'importants renseignements militaires.

Cette thèse est à nouveau relancée depuis la parution en 1999 en France, puis en 2001 aux Etats-Unis (décalage curieux) de la nouvelle version des Mémoires d'A. Feklissov cosignée par Sergueï Kostine, présenté comme un journaliste francophone, *Confessions d'un agent soviétique*.

C'est un ouvrage remarquablement fait et qui se lit comme un roman. Feklissov s'y présente comme l'ami d'Anatoli Yatskov (Yakovlev) qui l'aurait adjuré, avant de mourir d'un cancer, de clamer toute la vérité sur les Rosenberg (alors qu'il affirmait auparavant ne pas les connaître). A propos de son premier livre de 1994, Feklissov déclare regretter de n'avoir parlé de Julius Rosenberg qu'en termes si voilés que celui-ci n'était pas identifiable et dit vouloir réparer son erreur, passant outre à l'opposition du SVR (le service du renseignement extérieur de la nouvelle Russie). Il le fait d'autant plus volontiers que Julius, qu'il surnomme affectueusement Liby (de Liberal), serait devenu un véritable ami lorsqu'il supervisait son réseau de 1943 à 1946. On sent que Feklissov et son cosignataire (qui est réellement celui-ci ?) ont minutieusement étudié les publications occidentales sur le sujet, y compris les documents « Venona ». Proclamant son admiration pour les Rosenberg, Feklissov en profite pour affirmer que Julius était à la tête d'un des réseaux les plus performants de l'espionnage prosoviétique. Multipliant les petits détails qui font vrai (il fournit à Julius un Leica avec lentille spéciale, destinée à microfilmer sur une simple table éclairée par deux lampes latérales, lui offre une montre à Noël, etc.) il implique Julius dans le recrutement de David Greenglass. C'est bien lors de sa permission à New York le 3 janvier 1945 que David aurait dessiné les lentilles. Pour expertise des documents fournis, Feklissov aurait organisé une rencontre chez Julius entre David Greenglass et Yakovlev.

Après l'arrestation de Fuchs à Londres, prévoyant celle de Gold, Julius aurait expliqué à son beau-frère qu'il devait s'expatrier et lui aurait remis les 5 000 dollars à lui confiés par un agent soviétique.

Dans les chapitres consacrés à K. Fuchs, Feklissov prétend, de surcroît, que celui-ci aurait bien identifié H. Gold

après s'être obstiné à dire qu'il ne le connaissait pas. On peut s'interroger sur le sérieux de Feklissov qui dit avoir été aussi le référent de Fuchs pour les questions atomiques sans cependant rien y connaître, apprenant par cœur les formules mathématiques de la recette de la bombe A.

Feklissov insiste sur le fait que Rosenberg et ses camarades, dont Morton Sobell, n'ont jamais fait de l'espionnage atomique. Ce sont toutefois des renseignements militaires de première valeur qu'ils auraient transmis comme sur les futures têtes de guidage des missiles. Ethel, elle, est innocente. Pour le reste, Feklissov reprend les assertions de Radosh et Milton.

Pour rendre son récit si touchant encore plus crédible, il n'hésite pas à reprendre les arguments des défenseurs des accusés en retraçant l'atmosphère d'hystérie au cours du procès pendant la guerre de Corée, rappelant que les témoins à charge sont les otages du FBI, fustigeant le marché arrangé par Me O. J. Rogge et dénonçant la faiblesse des pièces à conviction. Les Rosenberg se seraient conduits en partisans héroïques : pour sauver leur vie, ils n'avaient qu'à avouer leur collaboration avec l'URSS alors alliée tout en rejetant les accusations d'espionnage atomique. Quant à Morton Sobell, il continue à se proclamer innocent et ne pas connaître Feklissov qui, lui, prétend l'avoir revu après sa libération

Au bout du compte, que penser du récit de Feklissov, maître-espion, qui succédant à un précédent responsable du NKVD⁽⁷⁾ aux Etats-Unis, impitoyablement filé par les agents du FBI au point d'être rappelé en URSS, nous raconte avoir rencontré personnellement à de multiples reprises un de ses chefs de réseau, sans prendre pour leurs rendez-vous agréablement conviviaux des précautions autres qu'enfantines ?

Mais là n'est pas la question. La réalité dont il ne faut pas se laisser détourner par des allégations nouvelles, c'est que les Rosenberg ont été assassinés sur l'accusation d'avoir « transmis à l'Union soviétique le secret de la bombe atomique », aujourd'hui unanimement reconnue comme fausse. Il faut donc continuer à lutter pour qu'un réexamen de leur procès fasse éclater leur innocence et triompher la vérité et la justice.

(1) Le Seuil, 1990.

(2) *Missions Spéciales*. Seuil, 1994.

(3) Joseph Albright et Marcia Kunstel : « The boy who gave away the Bomb ». *New York Times*, 14 septembre 1997.

(4) Robert Laffont, 1996.

(5) Walter et Miriam Schneir : *Invitation to an Inquest*. Doubleday & Co Inc., New York, 1965 ; Penguin Books Inc., 1963, 1974.

(6) *The Nation*, 7 avril 1997.

(7). En réalité, le KGB (Comité pour la Sécurité de l'Etat) n'a été institué qu'en 1956 ; dans les années quarante, l'appellation officielle de l'adversaire du FBI était NKVD (Commissariat d'Etat aux Affaires Intérieures).

NON, L'AFFAIRE ROSENBERG N'EST PAS CLOSE !

L'enchaînement fatal qui aboutit à la mort des Rosenberg traduit indéniablement la volonté de « faire un exemple » : à la base, un présumé plus que contestable, car la conception et la fabrication d'une bombe atomique ne peuvent dépendre seulement du vol d'un « secret » ; sur des données absurdes, un procès bâti à l'arraché par des policiers et des juges imbus de préjugés, désireux de se faire valoir, peu scrupuleux quant aux moyens utilisés pour parvenir aux objectifs fixés par les autorités de l'Etat ; et des gouvernants prêts à faire feu de tout bois pour réprimer le mouvement progressiste, pour alimenter les délires qui étieraient leurs desseins bellicistes.

Grâce au Freedom of Information Act, une faible partie des documents du FBI relatifs aux époux Rosenberg ont pu être obtenus par leurs fils. Même si beaucoup d'autres restent inaccessibles, sous le sceau du « secret défense », ce que l'on en connaît confirme abondamment que nous sommes bien en présence d'une machination forgée de toutes pièces dans le contexte du maccarthysme, pour les besoins de la guerre froide.

Pourtant, loin d'admettre le moindre manquement, l'appareil d'Etat demeure, depuis, tout entier mobilisé pour justifier l'assassinat politique froidement perpétré le 19 juin 1953. Lorsque la vérité se fait pressante, on met en avant des « preuves » supplémentaires, aussi peu probantes que celles d'autrefois, frappées des mêmes maladresses et inspirées du même cynisme. Ces « réponses » varient en fonction des objections que l'on cherche à réfuter ou à prévenir.

Ainsi s'expliquent, notamment, l'opération « Venona » de 1995, comme les « confidences » imprimées ou télévisées de quelques espions retraités de l'Union soviétique, cautionnant les spéculations de leurs parrains « occidentaux », non sans d'appréciables profits pour les uns et pour les autres.

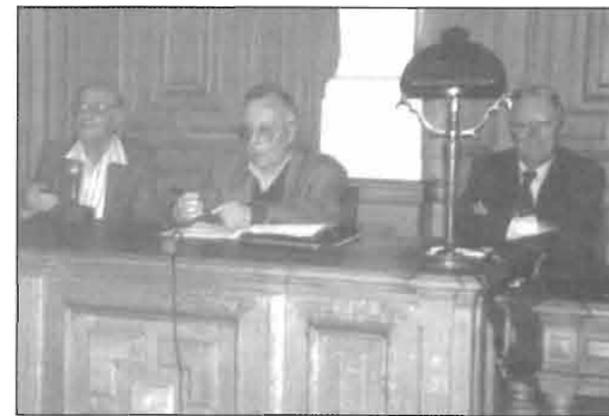
De spectaculaires campagnes médiatiques assurent le conditionnement de l'opinion publique : de simples insinuations, non vérifiées, non vérifiables, parviennent à semer le trouble dans des esprits mal informés et peu armés pour procéder à une analyse sérieuse. Aux combattants de la vérité de tenter alors de regagner le terrain perdu, si possible de progresser encore... tandis que se prépare contre eux la prochaine offensive.

Les défenseurs de l'Etat lâchent du lest

Au total, les gardiens de l'orthodoxie gouvernementale et leurs serviteurs se voient néanmoins obligés de lâcher peu à peu du lest. Tout en s'efforçant de maintenir intact le schéma initial, ils ont élaboré un scénario de secours, apparemment plus crédible, que l'historien Ronald Radosh, en relation avec le FBI, a commencé à promouvoir en 1983. Il disculpe presque entièrement Ethel, admet que Julius n'a



Michael Meeropol, le fils aîné d'Ethel et Julius Rosenberg, reçu à Paris, en 1996, par le maire du 3^e arrondissement, Pierre Aidenbaum (à droite). A gauche, Me Armand A. Dimet, qui fut l'un des fondateurs de l'Association pour le Réexamen de l'Affaire Rosenberg ; près de lui, Rosette Coryell, membre du Bureau.



Aaron Katz, président du National Committee to Reopen the Rosenberg Case (à gauche) donne une conférence à Paris, en 1997, accueilli par le député-maire du 11^e arrondissement, Georges Sarre (à droite), au milieu, Albert Lévy, président-fondateur de l'Association

pas « mis la bombe atomique aux mains des Russes », et ne méritait (peut-être) pas la mort, mais il le déclare coupable d'espionnage militaro-industriel, tout de même. On ouvre ainsi un second procès, avec des incriminations nouvelles, contre un accusé dont on sait qu'il ne se défendra pas.

Logiquement, une modification aussi considérable d'éléments aussi cruciaux légitimerait une remise à plat de l'ensemble. Car c'est reconnaître que le procès de 1951 a été faussé, que les condamnations et les exécutions ne se justifiaient pas. D'autant moins que les informations utiles à l'URSS, concernant la réalisation de la bombe atomique, provenaient, et ne pouvaient provenir (c'est désormais évident), que des savants qui y participaient à Los Alamos. Le rôle de Fuchs est notoire depuis longtemps. En 1997, Theodore Hall a explicitement confirmé avoir remis à Lona Cohen, sa correspondante américaine, des données dont la communication était imputée, en 1951, à Greenglass, et le transfert, à Gold.

En réalité, l'Affaire Rosenberg relève, non pas de l'espionnage, pas même d'une erreur judiciaire, mais d'une vaste entreprise de répression politique, s'appuyant sur le maccarthysme.

Pourtant, ne nous y trompons pas ! Dans la pensée de ces messieurs, ce « compromis » ne prélué nullement à un réexamen objectif de l'Affaire Rosenberg. Il vise plutôt, semble-t-il, à désamorcer les efforts poursuivis dans ce sens. Ceux qui le réclament en seront dissuadés, espèrent-on, par la crainte que la réouverture du dossier n'aboutisse à démontrer que Julius était en tout état de cause un agent de l'URSS ; il leur suffira que soit admise l'innocence d'Ethel.

Mais admise par qui ? Aucune instance compétente n'envisage pour le moment de se prononcer à ce sujet. On nous prévient, au contraire, qu'il n'y a plus rien à dire, que « l'affaire est close ». C'était précisément le titre de l'émission offerte à l'ex-espion Feklissov sur une chaîne new-yor-

kaise en mars 1997. Donc, pas question d'une quelconque « révision déchirante » de la part des milieux officiels, obstinément aveugles et sourds aux vérités qui les interpellent.

Les autorités attendaient des Rosenberg qu'ils désignent des « complices » appartenant à leur « réseau ». En se comportant comme David et Ruth Greenglass, ils auraient échappé à la chaise électrique. Selon ses méthodes habituelles, le FBI avait préalablement décidé qui devait être accusé par eux. Son plan a échoué : la confirmation voulue n'a pu être extorquée aux Rosenberg, qui ont résisté au chantage et proclamé jusqu'au bout leur innocence ; leurs prétendus « complices » ne sont pas passés aux aveux, en dépit du forcing exercé sur eux.

Plus de cinquante ans après, le FBI revient à son dessein comme le chien de la Bible à son vomissement. Il se venge. Le « réseau Rosenberg » réapparaît, les personnes « ratées » une première fois surgissent, comme par hasard, dans les « messages Venona », et on les accable d'autant plus facilement que la plupart sont décédées. Il se trouve que Morton Sobell, coaccusé des Rosenberg, condamné à trente ans de prison, est toujours là pour riposter : il ridiculise les « décrypteurs » qui lui attribuent une jambe de bois ; il dénonce les mensonges d'un Feklissov qui prétend l'avoir souvent rencontré comme Julius.

Des enjeux tout à fait actuels

L'importance des obstacles accumulés sur le chemin de la vérité en marche témoigne de la gravité des enjeux.

Ce qui est d'abord en cause, bien sûr, c'est la mémoire des Rosenberg. Pour les foules qui se sont levées en leur faveur, ils étaient innocents ; ils le restent aux yeux de millions d'hommes et de femmes des générations actuelles. L'injustice qu'ils ont subie demande réparation.

Dans la mesure où l'Etat persiste à proclamer sa version mensongère des faits, on peut craindre que les méthodes qui ont alors prévalu ne continuent leurs ravages.



Titre du journal : « Encore un jour pour les espions ».
Michael et Robert Rosenberg
devenus Michael et Robert Meeropol.



Rendre justice aux Rosenberg signifierait que cessent les procès biaisés par la partialité et l'arbitraire – comme ceux de Leonard Peltier et de Mumia Abu-Jamal –, et surtout que la peine de mort, qui rend irrémédiables les erreurs judiciaires, soit abolie partout dans le monde.

La guerre froide, qui a entraîné la mort des Rosenberg, est-elle véritablement terminée comme on le dit, quand le président des Etats-Unis a exalté, en 1995, sans nuances les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, l'intervention en Corée, l'orgueil national et la prétention de guider notre planète ?

Dans les anciens pays du « camp socialiste », où la peur et l'intolérance ont fait à la même époque leurs victimes, celles-ci, mortes ou vivantes, ont été par la suite réhabilitées. Aux Etats-Unis, certaines victimes du maccarthysme ont reçu des excuses et ont été réintégrées dans leurs droits. Le gouverneur du Massachusetts a solennellement reconnu, cinquante ans après, l'innocence de Sacco et Vanzetti, exécutés en 1927 sur la base d'une machination politique. Alors, pourquoi pas les Rosenberg ?

On serait tenté de croire que la « chasse aux sorcières » une fois supprimés ses aspects les plus traumatisants, a laissé dans la société aux Etats-Unis des séquelles durables : le rejet inquiet des idées politiques non-conformes, l'hésitation à contester le système étatique. En matière de liberté d'expression, il y a des limites à ne pas franchir, un consensus à respecter, des tabous à sauvegarder, faute de quoi le risque subsiste d'être plus ou moins ouvertement catalogué « non-américain ».

C'est ce que l'on constate à nouveau aujourd'hui après le traumatisme du 11 septembre 2001. Le nouveau mensonge d'Etat continue d'exercer ses ravages sur une grande partie de l'opinion publique aux Etats-Unis, qui s'est fourvoyée dans ce qu'elle croit être la défense de la Patrie.

L'histoire de tous les peuples comporte des zones d'ombre et de honte. Un jour, le temps vient où les dirigeants doivent demander pardon pour les fautes et les crimes de leurs prédécesseurs. Il est scandaleux d'y puiser encore les mythes de la cohésion nationale. Eclairer le passé, si cruel soit-il, dénoncer les égarements et les responsabilités, c'est pour les citoyens la seule façon de s'en libérer, d'avaliser la démocratie, de donner au progrès ses chances.

La cause des Rosenberg demeure inséparable des valeurs essentielles que chacun se doit de défendre et de promouvoir, partout dans le monde.

Cependant, l'expérience nous apprend que, dans ce domaine comme dans bien d'autres, les changements souhaités exigent, pour advenir, l'intervention insistante de l'opinion publique. Si elle s'affirme suffisamment pressante, elle peut imposer, à un demi-siècle de distance, pour les Rosenberg qu'elle n'a pu sauver de la mort, une mesure de justice émanant du Congrès ou du président des Etats-Unis.

Aujourd'hui, les concessions, même douteuses, des partisans du statu quo démontrent que, malgré tout, leurs positions s'effritent. Il n'est pas irréaliste de penser que nous approchons du but.

Comme au temps de l'Affaire Dreyfus, comme en 1953, que la France dans sa diversité, dans ses profondeurs, se mobilise pour les droits de l'homme, l'équité, la solidarité humaine !

PROCÈS POLITIQUES HIER ET AUJOURD'HUI AUX ETATS-UNIS

L'assassinat juridique, et surtout politique, des époux Rosenberg comporte de nombreuses similitudes avec le procès truqué et la condamnation à mort du journaliste noir Mumia Abu-Jamal, appelé « la voix des sans voix », Mumia se trouve depuis 1982 dans le couloir de la mort d'une prison de Pennsylvanie, sous l'accusation, jamais prouvée, d'avoir tué un policier blanc dans les rues de Philadelphie. Le 17 août 2001, les avocats de Mumia dévoilent le témoignage d'Arnold Beverley, un tueur à gages au service de la mafia qui serait l'auteur de l'assassinat du policier. Cependant le procès n'est toujours pas révisé.



Les fils des Rosenberg, Michael et Robert Meeropol, ont souligné publiquement à maintes reprises le parallélisme entre le procès des Rosenberg et celui de Mumia. Ainsi, le fils cadet, Robert, a déclaré : « La sentence de mort prononcée à l'encontre de mes parents, Ethel et Julius Rosenberg, a dû bouleverser tous ceux qui, dans les années vingt, avaient lutté pour sauver Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti. Actuellement, dans le combat mené pour sauver de l'exécution Mumia Abu-Jamal, beaucoup de ceux qui ont lutté pour arracher mes parents à la mort redoutent de voir se répéter ce qu'ils ont vécu dans les années cinquante. Depuis mes parents, Mumia est le premier prisonnier politique dans ce pays à être menacé d'exécution ».

Depuis sa cellule, Mumia, lui aussi, met l'accent sur les similitudes entre son affaire et celle des Rosenberg, rappelant les violations multiples des règles de la justice dans les deux cas, ainsi que la partialité des juges.

« Le procès Rosenberg, dit-il, a démontré à quel point des gens pouvaient être diabolisés une fois étiquetés " communistes " dans les années cinquante ».

Et il explique que « dans le procès des années quatre-vingt, la même méthode de diabolisation était utilisée quand l'étiquette " Panthère noire " était attachée à un accusé. Je le sais parce que je suis cette ex-Panthère et j'écris du couloir de la mort ».

De même, Leonard Peltier, fiché comme meneur extrémiste parce qu'il appartient à l'AIM (American Indian Movement), est accusé en 1976 d'avoir tué deux agents du FBI. Preuves à charge fabriquées et contrainte des témoins ont permis de le condamner à deux peines de prison à vie consécutives. Il attend toujours la révision de son procès.

En février 1953, le bruit court que Julius sera exécuté tandis que sa femme pourrait être graciée.

Ethel : « Quelle machination diabolique ! Une furie froide me possède et je crois que je pourrais vomir d'horreur et de dégoût, car ces « sauveurs » se proposent ainsi d'ériger un sépulcre dans lequel je vivrais sans être vivante et je mourrais sans être morte ? Le jour, je ne connaîtrais pas l'espoir et la nuit, je ne connaîtrais pas la paix. Constamment, je murmurerais en sanglotant les derniers adieux déchirants et je chancelerais sous le poids d'un meurtre irrévocable.

« Et nos enfants ! Que vaut cette pitié qui tuerait leur père adoré et condamnerait leur mère à un vide éternel ? Plutôt accompagner mon mari dans la mort que de continuer à vivre ignominieusement grâce à une telle faveur !... »

« Mon mari est innocent comme je le suis moi-même. Aucune puissance ne nous séparera ni dans la vie ni dans la mort ».

Ethel à Julius : « Crois-moi... si nous pouvons affronter la pensée de notre exécution possible sans terreur, [les enfants] feront comme nous... N'ayons pas peur et eux non plus n'auront pas peur ».

Julius : Il faut que l'on sache que nous sommes les premières victimes du fascisme américain ».

Ethel à ses enfants (1953) : « Vous devez vous convaincre que la vie vaut la peine d'être vécue. Soyez consolés à l'idée qu'en ce moment même, alors que notre fin approche, nous en sommes persuadés avec une force qui triomphe du bourreau.

« Votre vie doit vous apprendre aussi que le bien ne peut pas s'épanouir au milieu du mal, que la liberté et toutes choses qui rendent l'existence vraiment digne d'être vécue doivent parfois être chèrement payées... Sachez que nous puisons notre réconfort dans la certitude que d'autres, après nous, iront de l'avant ».

Dans leur dernier recours en grâce au président Eisenhower : « Si vous ne voulez pas entendre nos voix entendez les voix du monde. Entendez le pape qui, trois fois, a pris la parole au nom de la charité chrétienne ; écoutez ce cardinal qui, en France « souhaite passionnément » que nos vies soient épargnées au nom « de la charité et de la paix ». Écoutez l'appel de trois mille de nos pasteurs protestants... Écoutez les rabbins de France « au nom de notre idéal commun de justice et de générosité ».

Écoutez les hommes célèbres et les gens simples :



d'Einstein au nom légendaire aux travailleurs de Manchester ; des étudiants qui luttent à Grenoble aux professeurs d'Oxford ; des plus fameux metteurs en scène de Rome aux acteurs de Londres ; des dockers de Liège aux ramasseurs de coton des Indes ; des paysans italiens aux philosophes d'Israël ; de François Mauriac, prix Nobel de littérature, aux journalistes de Mexico ; des sténodactylos de Rotterdam aux travailleurs des transports d'Angleterre ; des ouvriers de l'industrie automobile de Detroit à ceux de Paris ; de Martin Andersen-Nexo au Danemark à Siqueiros au Mexique ; d'Anna Seghers en Allemagne à Georges Duhamel en France ; de l'Australie à l'Argentine ; de l'Uruguay à la Suède ; de Cuba au Canada et à la Nouvelle Zélande.

« Lisez les tonnes de pétitions, de lettres, de cartes postales qui s'entassent dans vos bureaux et que vous adressent les honnêtes et braves gens de notre pays. Ils ont défilé devant votre porte, nombreux comme jamais ils ne l'avaient été. Ils ont des frères et des sœurs à Londres, à Paris, à Melbourne, à Buenos Aires, à Ottawa et à Rome... »

Au Congrès américain des Droits civiques qui mène campagne pour eux : « Nous sommes un homme et une femme ordinaires... Comme tant d'autres, nous nous sommes prononcés pour la paix parce que nous ne voulions pas voir nos deux petits garçons vivre dans l'ombre de la guerre et de la mort. Comme d'autres, nous avons revendiqué des libertés... parce que nous croyons aux traditions démocratiques de notre pays... C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui dans notre maison de la mort comme pour avertir tous les hommes et toutes les femmes ordinaires qu'il existe aujourd'hui des forces mauvaises qui voudraient faire taire, par la mort, ceux qui parlent pour la paix et la démocratie.

« Mais, vous le voyez, nous ne nous taisons pas... Nous désirons vivre... mais nous ne voulons pas payer le prix qu'on nous demande et trahir notre foi dans un monde de paix... »

« Nous ne prétendons pas que nous n'avons pas peur. Mais nous avons peur aussi pour ceux... qui pourraient se trouver à notre place, si vous qui êtes libres à l'heure qu'il est, vous ne vous libérez pas ».

De Julius à Ethel : « L'affreuse réalité est que notre affaire est utilisée comme camouflage pour empêcher de s'exprimer les amis du progrès et étouffer les critiques adressées à ceux qui poussent à une guerre atomique ».

La liberté s'ils acceptent de « donner leurs complices » ?

« Cette voie nous est fermée. Nous sommes innocents comme nous l'avons proclamé et soutenu depuis l'époque de notre arrestation.

« Oui, nous souhaitons vivre, mais dans la dignité simple de ceux qui ont été honnêtes avec eux-mêmes et avec leurs concitoyens. Par conséquent, en toute loyauté, nous pouvons seulement dire que nous sommes innocents ».

LE POÈME-TESTAMENT D'ETHEL

Vous apprendrez un jour, mes fils, vous apprendrez
Pourquoi nous reposons sous terre
Le livre à moitié lu, le chant interrompu
Et la besogne inachevée
Ne pleurez plus, mes fils, ne pleurez plus
Le monde entier saura le pourquoi du mensonge
Et de la calomnie, le monde entier saura
Nos pleurs et notre peine
Joyeux et vert, mes fils, joyeux et vert
Sera le monde au-dessus de nos tombes
Les tueries cesseront, le monde fleurira
Dans la paix fraternelle
Travaillez, construisez, mes fils, un monument
A l'amour, à la joie, à la valeur humaine
Et à la foi que nous avons gardée
Pour vous, mes fils, pour vous.

